



unesco

Association des anciens
fonctionnaires de l'UNESCO

Association of Former
UNESCO Staff Members

UN DÉSIR D'UNESCO

L'ABÉCÉDAIRE DE LIEN / LINK
POUR LES 80 ANS DE L'ORGANISATION

TÉMOIGNAGES, RÉCITS, PROJETS

NOUS CRÉONS LIEN(S)

Directeur de la publication et rédacteur en chef : Patrick Gallaud

Comité de rédaction : Frances Albernaz, Adama Aly Pam, Jean Audouze, Jens Boel, Odile Blondy, Maha Bulos, Doudou Diene, Ana Dumitrescu, Neda Ferrier, Geneviève Fougère, Malcolm Hadley, Ali Kazancigil, Georges Kutukdjian, Laurent Lévi-Strauss, Claudine Monteil, Georges Poussin, Jacques Rao, Josette Romme-Chastanet, Wolfgang Vollmann

Secrétaires de rédaction : Geneviève Fougère, Dorine Maarek

Coordination éditoriale : Odile Blondy

Traductions : Frances Albernaz, Margo Triouleyre

Cheffe rubrique Femmes : Claudine Monteil

Cheffe rubrique Sciences : Josette Romme-Chastanet

Chef rubrique La bibliothèque de l'AAFU : Wolfgang Vollmann

Cheffe rubrique Trésors de l'UNESCO : Maha Bulos

Impression : UNESCO

Direction artistique, maquette, édition numérique (www.afus-unesco.org) : Romain Marchand

LIEN/LINK est édité et diffusé grâce au soutien de l'UNESCO.

Crédits photos

1^{ère} et 4^e de couverture : UNESCO / Dominique Roger
Pages 4 et 5 : UNESCO / Dominique Roger
Pages 7 et 8 : United Nations Archives in Geneva
Page 9 : United Press International
Page 12 : Colin Lloyd sur Unsplash
Page 15 : Collection personnelle de Sybille Renaud
Page 16 : Jason Leung sur Unsplash
Page 18 : Patrick Tomasso sur Unsplash
Page 19 : UNESCO (IBE)
Pages 20 à 22 : Collection personnelle de Maha Bulos
Pages 23 à 25 : Collection personnelle de Joan Byrne
Page 26 : Jon Tyson sur Unsplash
Pages 26 et 27 : UNESCO
Page 28 : Larm Rmah sur Unsplash
Page 29 : UNESCO
Page 30 : UNESCO, Sagar Patil sur Unsplash

Page 31 : Christian Holl, Leo Visions sur Unsplash
Page 32 : Gianmarco Boscaro sur Unsplash
Page 34 : UNECO, Mulyadi sur Unsplash
Page 35 : UNESCO
Page 36 : Absolutvision sur Unsplash
Page 38 : UNESCO / Dominique Roger
Page 39 : UNESCO / Michel Ravassard
Page 40 : Inaki Del Olmo sur Unsplash
Page 42 : Aedrian Salazar sur Unsplash
Pages 42 et 43 : Marie-José Lallart
Page 44 : Oleksandra Bardash sur Unsplash
Pages 44 à 47 : UNESCO / Evgueny Solopko et Vladimir Persiyanov
Page 48 : UNESCO / G. Dayan
Page 49 : Rio Lecatompessy sur Unsplash
Page 50 : Mercedes Bosquet sur Unsplash
Page 51 : Collection personnelle de la famille Mayor Menéndez

SOMMAIRE

Lien n°147
Juin 2025

ÉDITO Un désir d'UNESCO	4
Patrick Gallaud	
AVANT L'UNESCO L'Institut International de Coopération Collective	6
Ana Dumitrescu	
CAMUS ET L'UNESCO Camus proteste contre l'entrée de l'Espagne à l'UNESCO	9
Dr Adama Aly PA	
DROITS HUMAINS Au service du dialogue universel	12
Guy AURENCHE	
UNE FEMME EN MISSION Dans des endroits trop dangereux pour les femmes	15
Sybille Renaud	
FAFICS A 50 ANS ! La maturité sans conteste	16
Georges Kutukdjian	
IBE A century of shaping global education	18
Svein Oesttveit	
LITTÉRATURE JEUNESSE ET UNESCO Workshops: illustrating Tolerance for Children	20
Maha Bulos	
MISSION UNESCO Five years in the Regional Office in Ramallah	23
Joan Byrne	
NUMERISER L'UNESCO The Second Life of Dominique Roger	26
Eng Sengsavann	
ONG ET UNESCO Ce que la coopération collective nous a appris, l'expérience de la FMTS (1999-2011)	28
André Jaeglé	
PARTIR A LA RETRAITE Au revoir Pilou !	30
Pilar Christine Morel Vasquez	
PATRIMOINE SONORE DE L'HUMANITE Christian Holl, chasseur de sons	31
Odile Blondy	
PHILOSOPHIE ET UNESCO Le dernier réduit de l'accord des esprits	32
Frances Albernaz	
LA PHOTOGRAPHE DE L'UNESCO Dominique Roger : Un Regard engagé au service de la Mémoire visuelle universelle	34
Barbara Brühl Day	
RELATIONS PUBLIQUES Mon aventure professionnelle	36
Alice de Jenlis	
SIEGE DE L'UNESCO Le choix de Fontenoy relaté par Jean Thomas	38
Georges Poussin	
SCIENCES SOCIALES ET UNESCO Cold War Social Science (transnational entanglements)	40
Wolfgang Vollmann	
SPORT ET PAIX A L'UNESCO Le sport comme vecteur de paix à l'UNESCO	42
Marie José Lallart	
TCHERNOBYL ET L'UNESCO Programme UNESCO Tchernobyl	44
Bruno Lefevre	
TEMOIN DE L'UNESCO Chico , ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO	49
Odile Blondy	
HOMMAGES Federico Mayor, un Directeur général charismatique	50
Georges Kutukdjian	
VIENT DE PARAÎTRE Passeurs de témoins - Bearing Witness	55

UN DÉSIR D'UNESCO

Patrick Gallaud

Président de l'AAFU - Directeur de la rédaction

ÉDITO

« À la une » de LIEN/LINK en ce printemps 2025, une photo de Dominique Roger, prise en Éthiopie en 1971. De 1965 à 1996, Dominique a été, sans aucun doute, LA photographe de l'Organisation. « L'UNESCO m'a offert le monde et c'est à elle que je dois d'avoir ouvert les yeux sur les différences, les inégalités, les attentes des plus démunis, en un mot : sur les autres. » écrivait-elle dans son livre-testament « Un chemin vers la Paix » paru en 2016. Chacune des milliers de photos de Dominique conservées aux Archives de l'Organisation est une illustration du travail de l'UNESCO dans tous ses domaines de compétence. Elles constituent à leur manière une histoire de l'Organisation en montrant le monde tel qu'il est et en donnant envie de ne pas le laisser en l'état, de « changer le monde » comme diraient les idéalistes.

À la veille des 80 ans de l'UNESCO, et au moment où le Bureau International de l'Éducation est devenu centenaire, LIEN/LINK a choisi précisément de célébrer cette histoire en ouvrant ses pages à des acteurs plus ou moins connus, à des projets, parfois oubliés, à des témoignages d'anciens collègues :

La bataille du Siège de Fontenoy, le patrimoine sonore, le récit de Sybille « dans les régions trop dangereuses pour une femme », le choc de Tchernobyl, la préhistoire de l'Organisation, la lettre de Camus du 6 juin 1952, le droit d'être un homme, les sciences sociales et l'UNESCO pendant la guerre froide, mes cinq années à Ramallah, un ballon porteur d'espérance et de solidarité, et bien d'autres textes racontent chacun à leur manière, l'UNESCO au quotidien, des idéaux incarnés dans des hommes et femmes de conviction.

Il ne s'agit donc pas d'une histoire chronologique, mais d'une série de regards croisés, sur l'UNESCO à Paris et dans le monde.

Nous avons donc été contraints de bousculer quelque peu les rubriques habituelles pour vous offrir une sorte « d'abécédaire » de l'UNESCO.

Ce corpus que nous avons préparé pour les lecteurs de LIEN/LINK est aussi une invitation à mieux faire connaître l'UNESCO à un public plus large : ces reportages, ces témoignages, ces aventures humanitaires sont en effet de nature à interpeller la

société civile et notamment les jeunes.

Depuis plus d'un demi-siècle déjà, les élèves des écoles associées, les membres des clubs pour l'UNESCO, les ONG partenaires, les chaires UNESCO, intéressés – voire séduits – par les idéaux de l'Organisation, se sont efforcés de les diffuser et de les faire vivre au plus grand nombre, bien souvent dans des villages loin des capitales, au plus près des populations.

De même, les « campus UNESCO » (sur l'eau, le « vivre ensemble », la citoyenneté, l'intelligence artificielle, la biodiversité), attirent depuis plusieurs années au Siège et en ligne des centaines de jeunes pour qui les réalisations, les programmes peuvent être un levier pour des engagements futurs. Ce n'est pas négligeable puisqu'il s'agit de 3 800 écoles connectées dans 162 pays impliqués, en plus des participants du Siège.

On est très loin de l'image trop souvent véhiculée des jeunes rivés sur leur écran de téléphone des heures entières. Il suffit parfois d'une photo, d'un témoignage humanitaire, d'une discussion pour que ces jeunes décident de s'engager. On l'a vu encore en mars dernier au Siège avec l'Université de la terre, réunissant pendant un week-end des centaines de jeunes autour de thématiques telles que les changements de mode de vie, la régénération des villes, la santé durable.

En interrogeant certains d'entre eux, on réalisait combien les idéaux de l'UNESCO sont susceptibles de répondre à leur besoin de s'engager pour des causes concrètes, d'avoir des repères, des raisons d'espérer.

Et précisément, ce jour de printemps, il y avait dans l'air – tout comme dans cet abécédaire ou dans les photos de Dominique Roger – quelque chose qu'on pourrait appeler « un désir d'UNESCO ».

AVANT L'UNESCO : L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

Ana DUMITRESCU

Ancienne spécialiste du programme

A l'initiative de la présidente de la Conférence générale, S.E. l'ambassadrice de Roumanie Simona-Mirela Miculescu, le 13 septembre 2024 a été organisé dans la Salle I un événement à l'occasion du centième anniversaire suite à la proposition des autorités françaises de mettre à la disposition de la Commission internationale de la coopération intellectuelle (de la SDN) un Secrétariat sous la forme de l'IICI (ancêtre de l'UNESCO). Ce très intéressant événement a été organisé en collaboration avec le service des Archives, les délégations permanentes auprès de l'UNESCO de la République française, du Japon, de la Principauté de Monaco et de la Roumanie, mais aussi avec le soutien de l'Université polytechnique de Bucarest et de l'Association « Patrimoine pour l'avenir ».

Comme l'a souligné, en ouverture, Mme la directrice générale, « l'UNESCO est plus ancienne que l'on pense » et c'est très utile de revenir sur ce « trésor caché et fragile » constitué par les archives héritées par notre Organisation de l'IICI. Quant à la présidente de la Conférence générale, elle a rappelé la participation de quelques figures importantes de la classe politique roumaine (tels que Nicolae Titulescu ou Petre P. Negulescu) mais aussi des intellectuels roumains (George Oprescu, secrétaire de la CICI, ou Elena Văcărescu) dans la création et l'existence de cet ancêtre de l'UNESCO. Par ailleurs, elle a attiré l'attention sur le besoin de sauvegarder les archives de l'IICI, car « si elles disparaissaient, nous disparaîtrions » aussi. En effet, pour l'instant, seulement 5% de cet héritage a pu être numérisé.

Modérée par le Professeur Poul Duedahl (de l'Université d'Aalborg du Danemark), la première table ronde a été dédiée à la « Réflexion sur la signification historique et contemporaine de la coopération intellectuelle internationale ». M. Adama Pam, chef des Archives de l'UNESCO, et Mme Blandine Blukacz-Louisfert, cheffe

de la Section Mémoire institutionnelle de la Bibliothèque des Nations Unies, ont expliqué à quel point les archives de l'IICI sont « une mine d'or », témoignage du travail de divers savants et experts du monde entier, mais aussi une preuve tangible des difficultés de la reconstruction de la paix à l'époque de l'entre-deux-guerres, période où l'histoire était marquée par les changements des frontières et où la lutte contre l'incitation à la haine était aussi forte que de nos jours. Ce fut aussi une période de création de nouvelles institutions internationales, telle la CICI de la Société des Nations, avec ses diverses sous-commissions. Depuis et jusqu'à nos jours la reconnaissance de la valeur des archives n'a pas cessé de croître. Entre autres, par exemple, le célèbre programme Mémoire du monde qui en est une preuve concrète.

Mme Josée Kirps a parlé de l'ONG qu'elle dirige et qui a été créée sous la tutelle de l'UNESCO en 1948, afin de contribuer à la protection du patrimoine que représente les archives de plus de 150 pays. Le Conseil international des archives se réunit chaque année afin d'harmoniser la gestion et la mise en valeur des archives. M. Papa Momar Diop (Sénégal) a parlé des archives de l'IICI comme d'une source unique et irremplaçable de l'histoire de la Société des Nations et ses commissions, mais aussi de celle de la création de l'ONU et de l'UNESCO. Il a aussi évoqué d'un projet conçu en 1930 (et que certains parmi nous avons connu durant notre carrière), l'Index Translationum. Ce programme a créé une bibliographie internationale des traductions, devenant un véritable « rempart contre la xénophobie ».

Mme Zheping Xie a souligné l'importance de l'IICI pour la Chine (qui devient membre en 1931 de la Commission) et des transformations dans la réorganisation des archives chinoises sous

l'influence des rapports annuels de l'Institut. Mme Diana Roig-Sanz a souligné l'importance des archives digitales et elle a parlé des recherches sur le rôle des traductions et de l'organisation géographique des archives. En étudiant l'impact linguistique des archives, il s'est avéré que l'utilisation de telle ou autre langue peut devenir un véritable outil politique.

En conclusion de cette première table ronde, plusieurs questions ont été mentionnées concernant la sauvegarde et la mise en valeur des archives. Grâce aux nouvelles technologies, l'accès aux archives de l'IICI est plus facile et permet à des chercheurs du monde entier de réviser l'histoire. Pourtant, il faudrait établir des standards et protocoles précis. Quant aux pays d'Afrique, afin d'établir un « récit africain de l'histoire », il faudrait tenir compte de la variété des sources, depuis la « mémoire orale », les archives de l'esclavage, les sources de l'histoire coloniale (depuis l'arrivée des Arabes et, par la suite des Européens). Avec le soutien des États membres, on pourrait réécrire l'histoire, décrire l'expérience de vie - les réussites, mais aussi les échecs - avec plus de précision et diversité.

Par la suite, S.E. l'ambassadeur Philippe Franc, délégué permanent de la France auprès

de l'UNESCO, a présenté un premier film documentaire de 1953 (restauré avec le soutien du pays hôte) montrant la situation au Mexique et en Thaïlande, « un véritable chef-d'œuvre de sensibilité et de réalisme » (d'après le New York Times). Le deuxième film - de 1958 - relate le travail de l'UNESCO dans le domaine de l'utilisation de la télévision pour l'éducation des adultes, à travers les « télé-clubs » en France, en Italie et au Japon.

S'en est suivi le vernissage de l'exposition « Vers la formation d'une conscience universelle : l'Institut international de coopération intellectuelle, 100 ans » dont divers documents témoignent de la richesse et de la valeur exceptionnelles des archives de l'IICI. L'exposition a été brièvement présentée par S.E. l'ambassadeur Takehiro Kano, délégué permanent du Japon auprès de l'UNESCO, et M. Nicholas Jeffreys, sous-directeur général pour l'administration et le management.

Dans l'après-midi, s'est tenue la deuxième table ronde sur « La pertinence de la coopération intellectuelle au XXI^e siècle » modérée par M. Alexandre Navarro, secrétaire général de la Commission nationale française pour UNESCO. La première à prendre la parole a été Mme la Professeure Ana Maria Cetto, qui a parlé de la



« diplomatie scientifique » et de son rôle dans la société en expliquant que chaque pays a son propre patrimoine scientifique et que, dans un esprit de culture de la paix, le rôle des programmes de l'UNESCO est considérable. Quant à Mme la Professeure Amal El Fallah Seghrouchni (Maroc), elle a attiré l'attention sur les dangers dans le domaine de l'éthique de l'intelligence artificielle. Elle a insisté sur le fait qu'il faudrait veiller à préserver le plurilinguisme dans le monde, car actuellement il y a un risque que le ChatGPT tue les langues en faveur de l'anglais, or « tuer une langue, c'est tuer une culture » !

M. Ernesto Montéquín a insisté sur l'importance de préserver et de valoriser les archives, de permettre leur interaction et leur analyse critique, de les utiliser comme un instrument dans l'éducation pour la paix. La Docteure Gloria Origi a parlé des difficultés de la communication de nos jours, dans un contexte où il faut combattre certaines informations, ainsi que le manque de confiance dans la « vérité ». Enfin, le Docteur Codrin Taut a parlé du fait que depuis plusieurs années dans le cadre des activités de la Commission nationale roumaine pour l'UNESCO, il y a des recherches sur l'IICI, car les Commissions nationales ont justement la vocation d'entretenir la coopération intellectuelle.

M. Alexandre Navarro a posé une question sur le rôle que les femmes de science peuvent jouer de nos jours dans la société en tant que leaders. Mme Ana Maria Cetto a expliqué qu'il ne s'agissait pas forcément d'une question de genre, mais que les problèmes étaient aussi d'ordre social et même linguistique. En conclusion on pourrait imaginer que l'UNESCO organise une rencontre,

un véritable forum, des leaders intellectuels (et non politiques) afin que la situation soit analysée et définie.

Après cette deuxième table ronde, M. Lazare Eloundou Assomo, directeur du Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO, a présenté un film de 1960, « Le pain et les pierres », dont on a pu voir un extrait de presque 13 minutes. Ce film montre la situation des monuments de Nubie juste avant le début du long travail (vingt ans) de sauvegarde de ce célèbre ensemble.

Enfin, Mme Maria Begona Lasagabaster, directrice de la Division de l'égalité des genres, a fait une introduction à un extrait de quelques minutes d'une interview filmée en 1974 - pour l'UNESCO - de la peintre Sonia Delaunay. Cet entretien concerne justement la création d'une affiche pour l'Année internationale de la femme (1975).

Mme la présidente de la Conférence générale a pris la parole pour clore cette intéressante journée en soulignant le fait que toutes les propositions et remarques formulées au long de cet événement devraient être utilisées par l'UNESCO, afin de développer et mieux mettre en valeur ses précieuses archives. Son Excellence a même proposé la création d'une « journée mondiale des archives ». La conclusion de cette rencontre est qu'il est nécessaire de digitaliser les archives, ce qui permettrait de mieux les conserver, mais aussi qu'elles soient plus facilement accessibles et utilisées sur un plan global. Elle a soutenu l'idée d'un forum de haut niveau des intellectuels du monde que seule l'UNESCO a les moyens d'organiser.



91ème réunion du Conseil de la Société des Nations, 1936



CAMUS ET L'UNESCO

Camus proteste contre l'entrée de l'Espagne à l'UNESCO. (1952 1957)

Guy Basset

Docteur ès lettres, administrateur de la Société des Études Camusiennes

La lettre, datée du 6 juin 1952, rendue publique que Camus adressa au directeur général de l'UNESCO pour protester contre l'entrée de l'Espagne dans cet organisme, reste comme une des manifestations les plus connues de l'activité politique de Camus. On n'en est guère surpris quand on sait que dès la guerre d'Espagne dans les années 30, Camus manifesta son soutien aux républicains espagnols et sa violente opposition à l'établissement d'un régime fasciste en Espagne. Camus n'est jamais retourné en Espagne après son voyage de 1935 et, tout au long de sa vie, il a participé à des manifestations de soutien aux républicains espagnols. Ainsi, alors qu'il était déjà question de l'admission de l'Espagne à l'UNESCO, Camus participe en début d'année 1952, le 25 février, à un meeting organisé par la Ligue des droits de l'homme à la salle Wagram en compagnie de Georges Altmann, Albert Béguin, André Breton, Jean-Paul Sartre, René Char, Louis Guilloux, Ignazio Silone et quelques autres à propos d'un appel en faveur de syndicalistes espagnols condamnés à mort par les tribunaux franquistes. Le texte en fut publié par la revue *Esprit* dès le mois d'avril, de même que les textes de Breton et de Béguin. « Il faut choisir entre le franquisme et la démocratie » y affirmait Camus. La demande officielle y avait été faite par une lettre du 13 novembre 1951, confirmée le 22 janvier, par Alberto Martin Artajo, ministre des Affaires Étrangères depuis 1945.

Comme on peut le remarquer, la lettre de Camus au directeur général de l'UNESCO n'est pas nominative mais s'adresse en fait à l'institution. Le directeur général était à l'époque le Mexicain James Torres Bodet (1903-1974) qui avait succédé en 1948 à Julian Huxley, frère de l'écrivain, qui démissionnera quelques mois plus tard un peu avant la fin de son mandat le 22 novembre 1952 pour des raisons budgétaires et peut-être

aussi selon certains en raison de l'admission de l'Espagne. Son action au service de l'éducation et des droits de l'homme dans le monde, faisant ainsi passer l'UNESCO de 36 membres en 1948 à 68 en 1952, est saluée dans le premier numéro de l'année 1953 du *Courrier de L'UNESCO*.

Camus a souhaité donner une large publicité à sa lettre qui faisait suite à des contacts préalables au sein de l'Organisation ; une demande du Conseil International de la Philosophie et des Sciences humaines, créé en 1949, proposait à Camus, par l'intermédiaire du français Jacques Havet (1919-2002), son directeur par interim, agrégé de philosophie, de « collaborer à une enquête sur un problème intéressant la culture et l'éducation », « le droit de tout homme à prendre part à la vie culturelle de la communauté ». Camus refuse véhémentement la proposition, selon ses termes mêmes « aussi longtemps qu'il sera question de faire entrer l'Espagne franquiste à l'UNESCO ». Il argumente en citant les lois qui en Espagne régissent l'enseignement secondaire et primaire et en mettant au défi l'UNESCO d'y présenter une exposition sur les droits de l'homme, décision d'autant plus scandaleuse après les « récentes et cyniques exécutions de militants syndicalistes » contre lesquelles Camus avait protesté en février !

Mais Camus va plus loin, car il informe le directeur général qu'il a décidé de rendre publique cette lettre dès qu'il l'aura reçue et il ajoute pourquoi il le fait : « Je le ferai dans le seul espoir que des hommes plus importants que moi, et d'une manière générale, les artistes et les intellectuels libres, quels qu'ils soient, partageront mon opinion et vous signifieront directement qu'ils sont destinés eux aussi à boycotter une organisation qui vient de démentir publiquement toute son action passée ».

C'est chose faite moins de deux semaines après l'envoi de la lettre, par la publication, à la demande même de Camus, de fragments de celle-ci dans le quotidien *Le Monde*, dans *Le Populaire* du 21 juin

Monsieur le Directeur général
UNESCO
Avenue Kléber
Paris

Paris, le 13 juin 1952

Monsieur le Directeur général,

Par une lettre du 30 mai, l'Unesco a bien voulu me demander de collaborer à une enquête qu'elle entreprend sur un problème intéressant la culture et l'éducation. En vous priant de bien vouloir faire part de mes raisons aux organismes directeurs de l'institution, je voudrais vous dire brièvement pourquoi je ne puis consentir à cette collaboration aussi longtemps qu'il sera question de faire entrer l'Espagne Franquiste à l'Unesco.

J'ai appris en effet cette nouvelle avec indignation. Je doute qu'il faille l'attribuer à l'intérêt que l'Unesco peut porter aux réalisations culturelles du gouvernement de Madrid, ni à l'admiration que l'Unesco a pu concevoir pour les lois qui régissent l'enseignement secondaire et primaire en Espagne (particulièrement les lois du 20 septembre 1938 et du 17 juillet 1945, que vos services pourront utilement consulter). Je doute plus encore qu'elle s'explique par l'enthousiasme avec lequel le dit gouvernement reçoit les principes dont l'Unesco prétend s'inspirer. En fait, l'Espagne Franquiste qui censure toute expression libre, censure aussi vos publications. Je mets par exemple au défi vos services d'organiser à Madrid l'exposition des Droits de l'Homme qu'ils ont fait connaître dans beaucoup de pays. Si déjà l'adhésion de l'Espagne Franquiste aux Nations Unies soulève de graves questions, dont plusieurs intéressent la décence, son entrée à l'Unesco, comme d'ailleurs celle de tout gouvernement totalitaire, violera par surcroît la logique la plus élémentaire. J'ajoute qu'après les récentes et cyniques exécutions de militants syndicalistes en Espagne, et au moment où se préparent de nouveaux procès, cette décision serait particulièrement scandaleuse.

La recommandation de votre conseil exécutif ne peut donc s'expliquer que par des raisons qui n'ont rien à voir avec les buts avoués de l'Unesco et qui, dans tous les cas, ne sont pas ceux des écrivains et des intellectuels dont vous pouvez solliciter la sympathie ou la collaboration. C'est pourquoi, et bien que cette décision soit en elle-même, je le sais, de mince importance, je me sens cependant obligé de refuser, en ce qui me concerne, tout contact avec votre organisme, jusqu'à la date où il reviendra sur sa décision, et de dénoncer jusque-là l'ambiguïté inacceptable de son action.

Je regrette aussi de devoir rendre publique cette lettre dès que vous l'aurez reçue. Je le ferai dans le seul espoir que des hommes plus importants que moi et, d'une manière générale, les artistes et intellectuels libres, quels qu'ils soient, partageront mon opinion et vous signifieront directement qu'ils sont décidés eux aussi à boycotter une organisation qui vient de démentir publiquement toute son action passée.

Avec mes regrets personnels, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à mes sentiments bien sincères.

signé : Albert Camus.

copy made from a copy kept by SCX
13.12.1952

Collection des archives de l'UNESCO.

File code : X07.21 (46)

1952 et aussi dans le numéro de juillet de la *Revue prolétarienne*. En fait Camus anticipe une situation, comme le donne en commentaire le journal : « C'est vraisemblablement à la Conférence générale de l'UNESCO, qui doit se tenir en novembre prochain, que l'Espagne demandera à être acceptée comme État membre de l'Organisation. Un vote favorable des deux tiers de la Conférence sera nécessaire. ». Et il précise que l'accord préalable du Conseil économique et social des Nations Unies était nécessaire, ce qui eut lieu lors de sa session du 21 mai 1952.

La décision définitive devant arriver en novembre, il appartient à Camus de lancer une mobilisation pour éviter, selon les termes de sa première lettre, que l'entrée à l'UNESCO de l'Espagne franquiste, « comme d'ailleurs celle de tout gouvernement totalitaire », viole « par surcroît la logique la plus élémentaire ». C'est le sens d'une seconde lettre de Camus envoyée un mois plus tard le 7 juillet 1952 toujours au directeur général de l'UNESCO et cette fois-ci cosignée par deux écrivains français très proches de Camus, Louis Guilloux et René Char.

Mais entre-temps, Camus n'était pas resté inactif puisqu'en écho avec un manifeste d'intellectuels espagnols, il avait signé un communiqué, avec notamment Jean-Paul Sartre, Jean Cassou, Louis Martin-Chauffier, J.-M. Domenach, Pierre Gascar, Claude Bourdet, signalé dans le quotidien *Le Monde* du 26 juin pour protester devant les arrestations survenues en Espagne et « tenter d'amener le gouvernement du Général Franco à respecter enfin les engagements solennels qu'il a souscrits au moment de son entrée à l'UNESCO » et abroger toutes les dispositions contraires à la liberté de pensée et d'expression, pour se mettre en ligne avec la Charte de l'UNESCO.

Les trois hommes, Camus, Char et Guilloux, vont élargir la mobilisation puisqu'ils sont à l'initiative le 15 juillet de l'envoi « à un certain nombre de correspondants » d'une lettre de demande de se joindre à leur protestation auprès de M. Torres Bodet, pour la première fois nommé, en se manifestant auprès de la fidèle secrétaire d'Albert Camus chez Gallimard, Madame Suzanne Agnely, « par retour du courrier » - il semble donc y avoir un caractère d'urgence !

Bien qu'on ne sache pas exactement à qui était destiné cette lettre, les archives d'Albert Camus mentionnent tant de la part d'écrivains français que d'instances espagnoles plusieurs lettres de soutien qu'il a reçues. Du côté français : Claude Aveline, Claude Bourdet, Jean Cassou, Jean-Marie Domenach, Vladimir Jankélévitch, Ellen et Fernand Léger, Emmanuel Roblès, Roland-Manuel, Gilbert Sigaux, Michel Vinaver, Jean-Jacques Mayoux... Du côté espagnol : l'Acción Socialita (José del Barrio), F. Alaya, Alvaro de Albarnos, Ricardo H. Alvarino, Pablo Casals, la CNT (Confédération nationale du travail), Leonardo Corral, José Luis de la Roma, la Fédération locale espagnole, Ramon Garcia, Felix Gordon Ordas, Fernando Guillen, Juan Lopez, Mendenez, G. Pardo, Salvador Roca, des instances comme des personnalités.

La Conférence générale s'ouvre le 12 novembre 1952, soit quatre mois après les interventions de Camus, et Eugène Mannoni qui couvre pour le journal *Combat* l'événement note : « Les organisations culturelles qui collaborent avec l'UNESCO sont, d'une façon générale, hostiles à l'admission de l'Espagne. C'est en particulier le cas des organisations françaises. » Et il donne l'enjeu de cette admission : « Si l'Espagne était admise, une scission analogue à celle qui s'est produite à l'ONU pourrait rompre l'harmonie nécessaire à l'accomplissement de la mission d'un organisme qui ne peut fonctionner que dans une relative sérénité ». *Combat* indique le 20 novembre que la

décision est acquise : malgré des manifestations contre durant la séance, comme s'en fait l'écho la presse de l'époque, l'Argentine, la Belgique, le Canada, la Chine, Cuba, l'Égypte, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Perse, le Pakistan et les Philippines ont voté pour parmi les 44 pays qui le firent; le Mexique, l'Uruguay et la Birmanie se sont prononcés contre. Sept pays s'étaient abstenus : l'Inde, Israël, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède. Le résultat du vote montre bien qu'au sein des États membres et de l'institution elle-même les débats furent intenses et rudes pendant de longs mois et jusqu'au vote final.

Mais tout ne s'arrête pas avec le vote des membres de l'UNESCO, puisque quelques jours plus tard, le dimanche 30 novembre au matin à 9 heures salle Wagram à Paris, un grand meeting de protestation contre l'admission de l'Espagne franquiste, placé sous la présidence de Jean Cassou, est organisé sous les auspices des « Amitiés méditerranéennes, de l'Association française des amis de la République espagnole, de la Ligue française des Droits de l'homme et de l'Alliance Intellectuelle franco-ibérique ». Sont annoncés y prendre la parole : Louis Martin-Chauffier, Émile Kahn, Eduardo Santos, ancien président de la République de Colombie, et plusieurs personnalités, qualifiées par l'annonce du quotidien de la veille (29 novembre) de « démissionnaires de l'UNESCO », les Professeurs Charles André Julien, et Marcel Florkin, et les écrivains Albert Camus et Salvador de Madariaga qui avait présenté sa démission quelques semaines avant Camus le 25 avril dans un argumentaire voisin. Albert Camus y prononça le texte « L'Espagne et la culture » qui fut publié immédiatement dans une revue en espagnol le 6 décembre et le même mois en français dans la revue *Preuves* sous la rubrique « Culture et Liberté ». Camus s'en prend au ministre de l'Information de Franco, qui fit la propagande des nazis et à M. Pinay, qui au nom de la France vota l'admission de l'Espagne (cela n'est pas à lui « qu'on pourra reprocher de s'embarrasser de scrupules quand il s'agit de haute politique »). Par-delà la polémique et l'humour ou plutôt l'ironie, (« il a fallu faire à toute allure ») que manie Camus, il en appelle à « l'Espagne de la liberté », celle qui dans les pays est celle des créateurs et des hommes libres « qui, contre la cruauté des totalitaires et la lâcheté des démocraties bourgeoises, contre les procès de Prague et les exécutions de Barcelone, reconnaît toutes les patries mais n'en connaît qu'une, la liberté ». La culture reste malgré tout, même si les Sociétés en charge de la culture telle

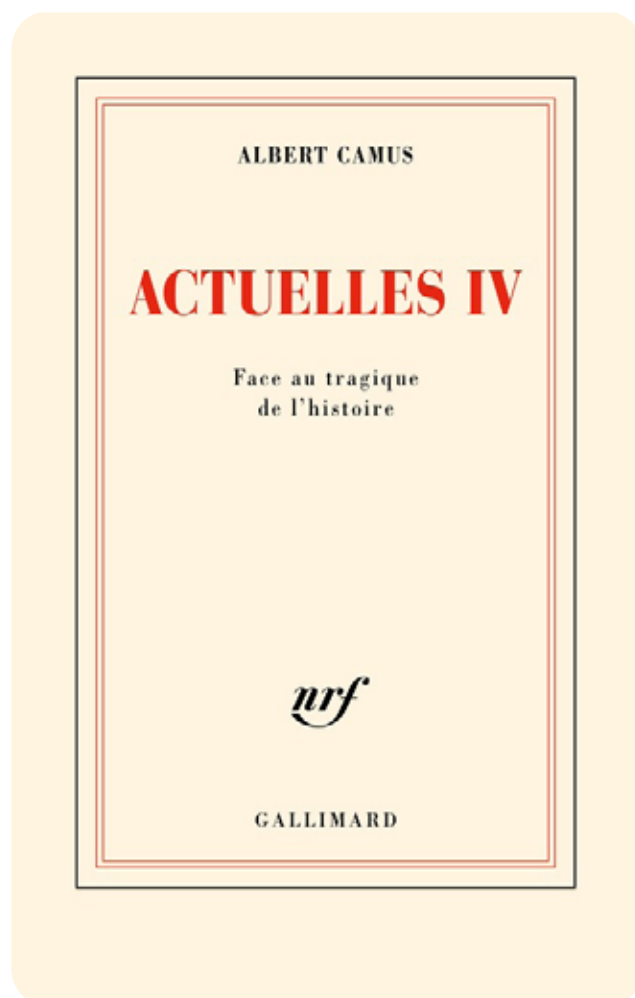
l'UNESCO peuvent disparaître. « La vraie culture vit de vérité et meurt de mensonge ».

Camus tenait tellement à ce texte qu'il le reprit dans son volume *Actuelles II*. Ce n'est donc pas simplement un texte de circonstances...

Cinq ans après, saluant un « copain » à l'occasion de l'attribution du Prix Nobel, en novembre 1957, la revue *La révolution prolétarienne* met notamment au crédit de Camus sa démission de l'UNESCO en préface de la publication d'un texte de soutien à Eduardo Santos, opposant aussi comme il a été noté ci-dessus à l'entrée de l'Espagne à l'UNESCO !

NB. On retrouvera le texte intégral de certaines des interventions de Camus évoquées ci-dessus dans le volume *Actuelles IV* paru récemment chez Gallimard dans une édition établie, présentée, et annotée par Catherine Camus et Vincent Duclert.

Mes remerciements vont au Service des Archives de l'UNESCO (M. Alexandre Coutelle) qui m'ont autorisés à citer la lettre de demande officielle de l'Espagne ainsi que la lettre de démission de Salvador de Madariaga. Les archives de l'Unesco contiennent peu de pièces sur cet épisode ; les archives de James Torrès Bodet y sont malheureusement absentes.



DROITS HUMAINS : AU SERVICE DU DIALOGUE UNIVERSEL

Guy AURENCHE

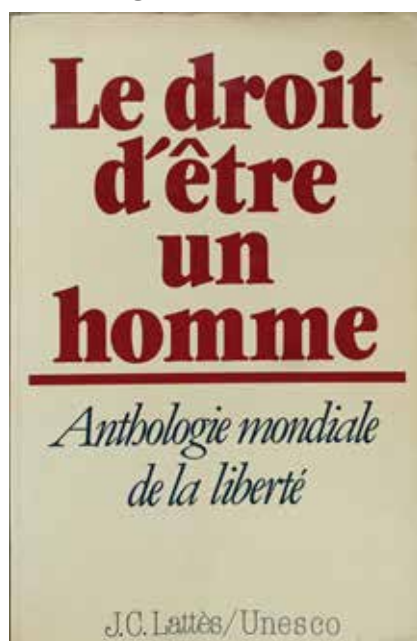
Avocat honoraire, président d'honneur de la Fédération internationale des chrétiens contre la torture

Les désaccords de l'humanité

Pour l'UNESCO, et depuis 80 ans, le dialogue n'est pas secondaire. Il constitue l'un des piliers de son action. En effet, comme le précise la Charte (Convention du 16 novembre 1945), « L'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été ... à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre les nations. ». Après la Seconde Guerre mondiale, et pour remédier à un tel mal, l'Organisation proposait aux nations d'agir « dans un esprit de mutuelle assistance », en multipliant « les relations entre leurs peuples en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives ». De très nombreuses initiatives, suscitées par l'UNESCO depuis sa création, viennent compléter, et surtout incarner, cette recommandation du dialogue.

Le droit d'être un homme

Ce livre, publié en 1968 par l'UNESCO, et dirigé par Jeanne Hersch (Éditions Jean-Claude Lattès-UNESCO), constitue une mine inépuisable pour alimenter ce dialogue universel. Il recueille d'une



manière très exhaustive « les pensées et les gestes qui ont été — et demeurent — les questions et les réponses, les aspirations et les pensées, les annonces et les accomplissements, obscurs ou lumineux, par où l'homme s'est révélé à lui-même » (René Maheu, dans la préface). Sans jugement ni classement, cet ouvrage exceptionnel invite au dialogue et lui donne une base extraordinaire, en partant de la question toute simple : qu'est-ce que l'homme ? Cet ouvrage illumine le défi contemporain de la mondialisation par des milliers de reflets culturels où la personne humaine est prise en compte, célébrée, enracinée. René Maheu, qui semble s'adresser aux lecteurs d'aujourd'hui, ajoute : « En ce moment même, des millions d'êtres humains, nos semblables, accablés ou révoltés, semblent nous inviter » à prendre place dans ce dialogue universel.

Tous ces témoignages, venant de la plupart des cultures du monde, sont comme autant de privilèges dont « le plus intime est de pouvoir penser, avec une certaine objectivité, la notion même de droits de l'homme universels ».

Mondialisation interdépendante et « archipellisée »

L'humanité se trouve, plus que jamais, tiraillée entre une mondialisation qui crée davantage d'interdépendance dans tous les domaines de la vie, d'une part ; et d'autre part, sans doute en réaction à ce phénomène, des démarches de « repli sur soi-même », d'affirmation identitaire, pouvant conduire au rejet de l'autre. Une mondialisation interdépendante et en même temps totalement éclatée, « archipellisée ».

Le dialogue, non seulement rêvé, mais réellement organisé et pratiqué, peut contribuer à fournir les bases d'un véritable débat planétaire.

En effet, une question à la fois pratique et fondamentale se pose : quel outil utiliser pour susciter, rendre possible, voire incontournable, le dialogue entre les pays et les peuples ? À partir de quoi ouvrir cette conversation ?

La référence au mécanisme des droits humains peut répondre à cette question, aux côtés de l'éducation, la culture, l'économie, la diplomatie...

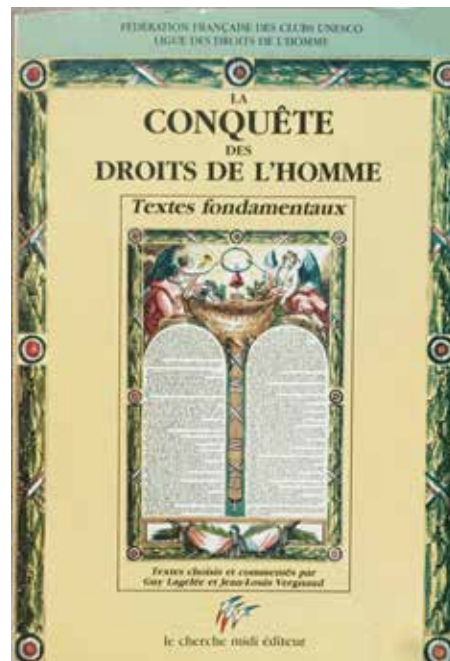
La dynamique des droits humains

La Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par l'Assemblée générale de l'ONU le 10 décembre 1948, trouve son origine également dans « la grande et terrible guerre ». Ce texte ajoute que « la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie ». Près de 80 ans après, on pourrait inverser le point de vue et faire de la dynamique des droits humains, non pas seulement un rempart contre la déshumanisation, mais bien davantage un outil positif au service du dialogue universel, de la promotion de la paix et de la construction d'une vie mondiale toujours plus vivable humainement.

En schématisant, la proposition des droits humains peut être décrite ainsi : à la base, un acte de foi, de confiance : « Les peuples du monde entier ont proclamé leur foi en la valeur et la dignité de la personne humaine ». Pas de démonstration philosophique ni religieuse. Un choix, une affirmation. Tous les peuples déclarent (ce qui ne signifie pas qu'ils la respectent), accepter cette démarche. Puis ils en déduisent des droits et des devoirs attribués à chacun : droits civils, politiques, sociaux, économiques, culturels, écologiques. La liste des droits s'allonge depuis des décennies sous l'effet d'un dialogue à la fois politique et interculturel rendu possible par la diminution de certains phénomènes de domination-colonisation.

Il s'agit bien de droits (et de devoirs) et non pas seulement d'une déclaration d'intention. En effet, la dynamique des droits humains se construit, aussi, à travers une logique juridique et pas seulement politique ou diplomatique. Ainsi, en vertu de l'Article 5 de la Déclaration universelle, « nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Ce n'est pas une éventualité. Il s'agit bien d'une « obligation juridique » souscrite par les États qui engagent leur responsabilité politique.

La logique juridique s'exprime ensuite dans une autre proposition : la création d'organes mondiaux, continentaux, nationaux, chargés, d'une part de contrôler le respect de cette norme ; et



d'autre part de « juger » les manquements à cette obligation. Ainsi dans le domaine, de la lutte contre la torture, existe-t-il plusieurs organismes, tribunaux, cours, comités ou commissions, chargés de « dire le droit » et de sanctionner l'autorité étatique défaillante. Ensuite se pose la question, non résolue à ce jour, de la mise en œuvre de la décision prise. Hormis la volonté politique des États signataires, les « organes de jugement » ne disposent pas d'un vrai pouvoir exécutoire.

Le procès

La dynamique des droits humains fut critiquée. Nombre d'intellectuels « engagés » dénoncèrent le droit-de-l'hommisme naïf ou trompeur. Après le drame des attentats du 11 septembre 2001, s'est ouvert un véritable procès : rejet du concept d'un droit naturel supérieur d'où découleraient droits et devoirs. Dénonciation de l'impérialisme occidental. Refus d'abandonner la souveraineté de l'État. Mise en cause de l'universalité des droits. Rejet de la dérive individualiste. Inflation des droits exigibles. Oubli des devoirs. Ignorance du dérèglement climatique. Inefficacité face aux attentats « terroristes », aux pandémies universelles, à la guerre, etc. Une telle critique, parfois bien excessive, doit aussi être entendue ; encore faut-il ne pas s'y complaire et encore moins s'y résigner. En tous cas, à travers le monde, nombre de femmes et d'hommes, atteints ou menacés dans leur dignité ou leur intégrité, se réfèrent courageusement à la dynamique des droits humains.

En effet, un autre acteur pourra intervenir dans ce mécanisme, s'appuyant, lui aussi, sur les

engagements souscrits dans le domaine des droits humains : la société civile et ses diverses expressions sous forme d'organisations non-gouvernementales, de fédérations d'associations et d'autres acteurs. Ceux-ci, sans disposer de moyens de coercition, peuvent jouer un rôle d'interpellation, de mobilisation, voire de contestation, à l'égard des pouvoirs étatiques ayant manqué à leurs engagements. Ils le font souvent avec beaucoup de courage et d'imagination.

Et toi, que dis-tu ?

Les cours et organismes institutionnalisés au niveau mondial ou local doivent « apprécier » et juger les manquements imputés à un État. Alors s'ouvre un véritable débat, sur la base des textes concernant les droits humains.

Oui le dialogue doit s'instaurer entre des juges appartenant à des peuples ou des groupes culturellement très différents. Si l'on reproche à une autorité ou à un individu un geste de torture ou d'inhumanité, il faudra que les membres de cet organe s'entendent sur le qualificatif « inhumain ». Ainsi en est-il au niveau mondial de la Cour pénale internationale, ou des cours continentales. Dans la culture de chaque juge, tels gestes incriminés sont-ils facteur d'inhumanité, de torture ? La détermination de ce qu'est la personne humaine se pose lorsqu'il convient d'appliquer un texte des droits humains et à l'occasion d'un jugement ou d'une dénonciation : « Toi, que dis-tu à propos de la personne humaine ? Considères-tu ce geste comme inhumain ? ».

Il en est de même au sujet des manquements aux impératifs de la liberté sous ses diverses formes. Dans la culture de chaque juge, comment appliquer la norme des droits humains : est-il permis d'interdire une prise de parole dans certaines circonstances ? Chaque culture ne répond pas d'une manière identique à cette question. Comment réguler la concurrence entre diverses libertés ? Dans d'autres domaines visés par les droits humains, le débat peut être encore plus délicat. Sur le plan économique, qu'est-ce que « le niveau de vie suffisant » visé par la Déclaration universelle ? La réponse ne sera pas la même dans la savane africaine ou dans un salon parisien. Et pourtant les juges doivent, à partir d'un texte commun à tous, parvenir à se mettre d'accord.

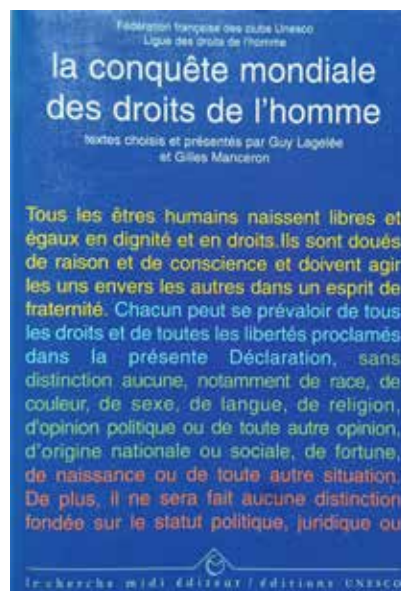
Ou à propos de « l'esprit de fraternité » selon lequel les États ou le citoyen doivent agir. Par quel geste ou quelle mesure un pays a-t-il contrevenu à l'objectif de fraternité imposé par la référence universelle ? Comment des autorités saisies

appartenant à des mondes culturels différents peuvent-elles imposer le souci d'égalité prévu par les règles mondiales ou continentales ?

Il ne s'agit pas de transformer les organes juridictionnels en lieux de controverse philosophique. Mais à l'occasion d'un manquement à une règle souscrite par les États, il convient de se mettre d'accord pour savoir si tel comportement doit ou non être considéré comme relevant de la règle violée. Une telle opinion ne peut s'exprimer qu'après un débat plus ou moins universel sur un mot, un qualificatif, un comportement. Les membres de ces organes, cours ou comités, doivent trancher, ensemble, non pas contre les approches culturelles de chaque membre, mais au-delà. Le débat prend une dimension vraiment universelle puisqu'il dépasse les limites de chaque manière de penser. Il convient de trouver un dénominateur commun, transcendant chaque approche particulière.

Vers l'interculturalisme

La technique des droits humains n'a pas pour fonction de formuler une morale universellement admise. Elle est l'occasion d'un débat culturel qui dépasse le seul multiculturalisme. Celui-ci se contente, et c'est déjà très positif, de respecter et de placer côte à côte diverses visions du monde, de la personne, des « communs » humains universels. De ce côté à côté culturel, il faut passer à l'interculturalisme : de cette diversité d'approches juxtaposées, il convient d'aboutir à une expression commune. À l'occasion du jugement d'un geste inhumain imposé à un peuple ou à une personne, les membres de l'organisation chargée de l'application d'un texte relatif aux droits humains, expérimenteront un dialogue universel. Une chance pour l'humanité !





UNE FEMME EN MISSION

« Dans des endroits trop dangereux pour les femmes »

Sybille Renaud



Née en Autriche, je suis arrivée à Paris en mai 1961 comme jeune fille au pair chez Daisy Chase que nous avons tous connue. En août 1962, j'entrai à l'UNESCO. Cela changea ma vie. Une grande aventure qui dura jusqu'en 1998 lorsque je pris ma retraite.

J'ai travaillé à la Réception, à OPI, à ED et j'ai participé, en détachement, à presque toutes les conférences organisées par mon secteur. Fin 1995, on me proposa de partir pour le projet Somalie. J'acceptai. J'ai appris plus tard qu'il y avait eu un problème de recrutement – aucun homme ne voulait partir dans ce pays en guerre ! Départ pour Mogadiscio – très peu de briefing, deux jours ! Escale à Nairobi/Kenya – il n'y avait pas de transport aérien sur Mogadiscio, les vols internationaux n'existaient plus. A l'époque, les seules commutations étaient effectuées par les petits avions des ONG installés en Somalie.

Arrivée à Mogadiscio, ville qui a été détruite en grande partie par une guerre de clans. Tout devait être fait par des chemins détournés, il n'y avait pas de circuit officiel. Pas d'agences, pas de banques, pas de magasins, j'avais en permanence de l'argent liquide sur moi. A l'époque, la circulation était difficile, surtout pour une femme, impossible de circuler à pied, mes gardes étaient armés de Kalachnikovs (des modèles « très » anciens).

Nous avons eu la chance de trouver une maison suffisamment grande qui tenait à la fois de bureau pour le projet et de logement pour le personnel. Pas d'eau chaude, pas d'électricité, pas de téléphone. Pour les communications d'urgence nous devions utiliser le téléphone de l'UNICEF qui se trouvait à côté. Je n'étais pas aidée par le Siège, où personne ne voulait reconnaître les difficultés dans lesquelles je me trouvais. En effet, l'administration de mon secteur me mettait des bâtons dans les roues pour acheter le moindre objet. On m'imposait des délais d'évaluation du marché ! (six mois). J'ai fini par engager moi-même les frais de mon installation (je n'avais pratiquement pas de bagages et pas de meubles vu les conditions).

À Mogadiscio, la circulation en voiture était compliquée. Pour mes déplacements en ville, j'étais obligée de circuler accompagnée de quatre gardes armés avec moi. Toutes les affaires nécessaires à l'aménagement de la maison et des bureaux étaient achetées à Nairobi ou Djibouti où nous avions pu ouvrir des comptes bancaires. Pour les détails de l'aménagement, je m'arrangeais avec le personnel que j'avais recruté sur place. J'avais engagé une femme de ménage, un assistant pour moi et, plus tard, trois enseignants pour les séminaires que nous organisions. J'ai eu beaucoup de chance avec le personnel, ils étaient tous exceptionnels. Des musulmans extraordinairement gentils avec moi, bien que je sois une femme.

Pour les payes du personnel à la fin du mois, une femme banquière, locale, m'apportait l'argent. Elle était accompagnée de huit gardes armés, avec un camion plein de billets : l'argent pour les salaires. Cet argent restait dans une malle, fermée à clef, dans ma chambre. J'y gardais une grande partie des sommes que je remettais petit à petit au personnel car ils ne pouvaient pas avoir trop d'argent sur eux.

Nous organisions des séminaires pour l'enseignement des enseignants. Le projet a extrêmement bien démarré et il y avait énormément de demandes. Ces séminaires, dont j'organisais et suivais le déroulement, se tenaient dans la maison. Les livres d'écoles étaient imprimés sur place avec une imprimante qui fonctionnait manuellement. Le programme concernait principalement la formation d'enseignants. Les écoles locales enseignaient surtout le Coran. J'aurais bien aimé y rester, malheureusement, au bout d'un an, j'ai été déplacée pour travailler à Nairobi, et n'ai jamais pu y retourner.

La raison officielle était « un endroit trop dangereux pour une femme ».

Ensuite, départ pour Sarajevo. Aucun homme ne voulait partir. Trop dangereux. La femme que je suis fut ainsi la bienvenue. Ce fut encore ma chance.

Une autre aventure commençait.

LA FAFICS A 50 ANS !

Georges Kutukdjian
Président honoraire de l'AAFU

Le 26 juillet 2025, la Fédération des associations des anciens fonctionnaires internationaux (FAFICS/FAAFI) célébrera ses 50 ans. La maturité sans conteste ! La Fédération et ses organes subsidiaires fonctionnent avec efficacité, en toute transparence et diligence grâce à Jerry Barton (Vienne), le président, et Délia Barcelona (Philippines), la secrétaire, ainsi que tous les membres du Bureau (voir ci-dessus le trombinoscope) qui sont compétents, au-dessus de tout éloge et méritent notre gratitude.

C'est le 26 juillet 1975, que quatre associations d'anciens fonctionnaires internationaux du système des Nations Unies ont fondé la Fédération, à savoir : l'Association à Genève (qui regroupe les anciens de l'ONU et de plusieurs organisations ayant leur siège à Genève) ; notre Association à Paris (AFUS/AAFU) ; l'Association de Rome (qui regroupe les anciens de la FAO et d'autres organisations ayant leur siège à Rome) ; et, l'Association de New-York (ONU-NY).

A l'heure actuelle, grâce aux efforts constants des différents présidents et du regretté Pierre Traoré (Burkina Faso), l'un des anciens vice-présidents, la Fédération compte 64 Associations membres, qui représentent plus de 18 000 anciens fonctionnaires et ayants droit à travers le monde entier. La Fédération est reconnue par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et produit tous les quatre ans un rapport qui analyse toutes les activités de ses associations membres qui contribuent au rayonnement des objectifs des Nations Unies.

Notons au passage que l'AFUS/AAFI a largement contribué à l'essor et au fonctionnement de la Fédération. Ainsi sur les douze présidents qui la dirigèrent de 1975 à nos jours, quatre étaient d'anciens collègues de l'UNESCO que j'ai bien connu, à savoir : Jean Guiton (France) (1978-1982) ; Allan Elliott (Royaume-Uni) (1983-1984) ; George Saddler (USA) (1999-2004) ; et Witold Zyss (Israël) (2005-2007). Aux cours des récentes années, Josiane Taillefer (France) fut l'une des vice-présidentes de la FAFICS durant 4 ans et

le soussigné Georges Kutukdjian (Liban-France), le président du « Comité permanent de l'Assurance maladie après cessation de service (ASHI) » durant 9 ans. De surcroît, AFUS/AAFI a accueilli, aux fils des ans, cinq sessions annuelles du Conseil de la Fédération (organe souverain) et deux réunions de son Bureau, certes, bien moins que Genève, New-York et Vienne. Il faut espérer que prochainement la Fédération pourra à nouveau de réunir à Paris, à l'invitation de notre Association.

Réalisations de la FAFICS/FAAFI

A l'origine de sa création, les quatre associations fondatrices souhaitaient unir leurs forces afin de parler d'une seule voix pour présenter une position concertée et cohérente sur la question des prestations des pensions des retraités, devant les organes de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU). Bien entendu, généralement les retraités participaient aux réunions des comités locaux des pensions convoqués par les différentes organisations et ils étaient parfois même désignés à siéger aux sessions des organes compétents, mais en dehors de tout mandat formel.

La CCPPNU a accueilli très favorablement cette démarche judicieuse et en particulier le Comité mixte (tripartite) des pensions qui est le bras décisionnaire de la Caisse des pensions. C'est ainsi que des personnalités, compétentes en matière de pensions, comme notre collègue Witold Zyss (Paris) et Gerhard Schramek (Vienne), piliers du « Comité permanent des pensions » institué par la Fédération, ont pris part comme représentants de la communauté des retraités, durant près de trente ans, aux travaux du Comité mixte des pensions et à certains de ses organes subsidiaires, pour la grande satisfaction des trois parties qui le composent : États membres ; personnes désignées

par les Organisations ; et, les représentants des fonctionnaires en activité. Comme preuve de sa gratitude, le Comité mixte décerna à Witold Zyss un titre honorifique exceptionnel. Au demeurant, en 1986, sur proposition du Comité mixte des pensions, l'Assemblée générale des Nations Unies accorda à la Fédération le statut de représentant des anciens fonctionnaires, afin qu'elle puisse participer pleinement et formellement à ses travaux.

Dans les années 2010, les Associations ont ressenti le besoin de créer un « Comité permanent sur l'Assurance maladie après cessation de service (ASHI) » – dorénavant nommé « Comité ASHI », (After-service Health Insurance) – analogue au « Comité des pensions ». La raison en était au moins double. En premier lieu, depuis les années 2000, les frais de santé partout dans le monde doubleraient, voire tripleraient, en devenant une source de préoccupation majeure pour les retraités et leurs ayants droit. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait annoncé que dans les années à venir, les dépenses de santé représenteraient le tiers des revenus des habitants du monde. En second lieu, certaines Organisations du système des Nations Unies s'interrogeaient sur la possibilité de réduire leur part de financement de l'Assurance maladie, tant des fonctionnaires en activité que de ceux ayant cessé leur service.

A l'instar du « Comité des pensions », au cours des sessions annuelles du Conseil de la Fédération, le « Comité ASHI », nouvellement créé, disposait d'une réunion hors Plénières pour proposer au Conseil un mandat et un programme de travail à exécuter. Cependant, la réunion considérée était annuelle et il appartenait au président et à la rapporteure élus

de mettre en œuvre le programme. Cette méthode n'était pas satisfaisante, car, contrairement aux pensions, les systèmes d'assurance-maladie diffèrent d'une organisation à l'autre, voire d'un lieu d'affectation à un autre. Par exemple, même au sein de l'ONU, ils diffèrent selon que les fonctionnaires étaient affectés à Genève, New-York ou Vienne. Aussi à la session annuelle en 2022, la FAFICS a accepté de créer auprès du président et de la rapporteure du « Comité ASHI », un Groupe central, composé de six représentants d'associations de toutes les régions du monde, afin que le programme de travail du « Comité ASHI » reflète mieux les problématiques rencontrées partout par les retraités.

La FAFICS, en raison des besoins exprimés par les Associations dans les années 20, a créé un « comité permanent des adhésions » et un « Comité permanent de la communication », qui sont très actifs, bien que récents.

La FAFICS est devenue l'organe essentiel de représentations des retraités et de leurs ayants-droits depuis sa création. Leurs représentants élus ou désignés par le Bureau sont écoutés dans les différentes instances où ils défendent nos intérêts moraux et matériels. Aux cours des 15 années, où j'ai participé à un titre ou à un autre à ses travaux, j'ai toujours admiré leurs compétences, leurs connaissances, leurs qualités humaines et intellectuelles, leur sens de la mesure, écartant tout excès. C'est pour toutes ces valeurs, qui forcent le respect, qu'ils méritent depuis toujours la confiance que les Associations membres mette en elle.



UNESCO INTERNATIONAL BUREAU OF EDUCATION (IBE)

Svein Oesttveit, IBE Director

A century of shaping global education

The IBE is in the midst of bustling preparations for its centenary, celebrated this year — a longevity that few intergovernmental organizations created during the interwar period have matched, with the notable exception of the International Labour Organization (ILO), whose Bureau served as a model for the IBE. What began as a small institution aligning its mission with the broader aspirations of humanity has since grown into a platform for global educational collaboration, influencing education worldwide.

How did the IBE manage to grow and reach its full potential? Have its universalist principles and ambitions been maintained over the past century? These critical questions are answered in the IBE's unique historical archives, housed in its Documentation Center, which provide insights into the evolution of this institution and its enduring legacy.

Founded in 1925 with the support of the League of Nations and influential figures like Albert Einstein, the IBE began as a private, non-governmental institution under the auspices of the Jean-Jacques Rousseau Institute in Geneva. Rooted in a learner-centered approach, its founders — leaders in the New Education movement — sought to promote international solidarity and educational

renewal. The IBE's historical archives illustrate the evolution of this institution, highlighting its dynamic role as a hub for global collaboration in education.

From the outset, the IBE's primary function was to collect and disseminate educational information, emerging within the broader "transnational turn" of the late 19th century. Despite limited financial and human resources, the IBE remained steadfast in its international mission, aligning with the Rousseau Institute's vision of inspiring educational reforms worldwide. The archives offer valuable insights into the IBE's activities — from correspondence with international partners to its conferences, courses, and publications — while shedding light on the professional trajectories of its staff, their methodologies, and the networks shaping global education.

In 1929, under the distinguished leadership of renowned psychologist Jean Piaget, the IBE became the first intergovernmental organization dedicated to education. Serving as director for four decades (1929–1969), Piaget transformed the IBE into a force for educational internationalism, merging his work on moral judgment and education with the IBE's mission.



His leadership helped the IBE “chart world educational aspirations” and solidify its role as a central nexus for “educational internationalism” (Hofstetter & Schneuwly, 2024).

The historical collections also provide rich records of the IBE’s International Conferences on Public Education (1934–1968), which played a key role in shaping the global education landscape. These conferences, guided by principles of reciprocity, cooperation, and neutrality, laid the foundation for a universal approach to education.

During World War II, the IBE launched the Service of Intellectual Assistance to Prisoners of War (SIAP), collaborating with the International Committee of the Red Cross to provide educational resources to prisoners. This initiative showcased the IBE’s steady commitment to education, even in the most challenging times, distributing over half a million books and organizing internment universities and study groups in prison camps.

The IBE officially joined UNESCO in 1969 as an international center for comparative education, becoming a UNESCO Category I institute and a key player in research and documentation on education. Its mandate has evolved over time, culminating in 2011 when UNESCO recognized it as a Global Center of Excellence in Curriculum. Today,

the IBE continues to be a leader in curriculum development and education quality, supporting governments and ministries in improving the relevance, equity, and effectiveness of curricula worldwide.

As we prepare for the IBE’s centenary celebrations, we are filled with excitement and energy. This momentous occasion presents an opportunity to reflect on the IBE’s extraordinary contributions to global education, while reigniting our commitment to addressing the pressing education challenges of our time. As the IBE enters its second century, its mission remains as relevant as ever. Through global convening and engagement, the IBE aims to build new partnerships, surface actionable ideas, and inspire a global community of educators, policymakers, and innovators for positive change. The IBE will undoubtedly remain a driving force in the quest for educational equity and inclusion, ensuring that its legacy of collaboration and innovation continues to inspire education transformation for a better world.

More about UNESCO IBE: ibe.unesco.org



The IBE Secretariat in 1930, with Jean Piaget (front row, center), Director; Pedro Rosselló (front row, center right), Deputy Director; and Marie Butts (front row, center left), Secretary-General. Piaget and Rosselló presided over the IBE during the 40 years of its existence as an independent intergovernmental organization on education.

LITTÉRATURE JEUNESSE ET UNESCO

Workshops: illustrating Tolerance for Children

Maha Bulos

During my years working in UNESCO's Culture sector, I was fortunate to be involved in two activities to develop children's books, for they have always fascinated me. The first was the UNESCO « Prize for Children's and Young People's Literature in the Service of Tolerance », that I created, and which ran for eight years. Another was the UNESCO-BIB Workshops for Illustrators of Children's Books from Developing Countries, organized every two years in the Slovak capital in cooperation with the Biennial of Illustrations Bratislava (BIB) since the early 1980s with the help of the Organization. These two activities were complementary: the Prize promoted better content in children's books, and the workshops aimed at improving their visual quality through the training of young aspiring professional illustrators.

We felt it essential not to lose the momentum gained from those unique and very successful activities and imagined a project that would combine the lessons learned from the Prize and the ongoing Bratislava workshops and build on them.

It is true that there was a lack of good quality children's books in many parts of the world. Production of such books varied significantly from one country to the other in both quality and quantity. So, we came up with the idea of organizing a series of four workshops (two in

Africa and two in the Arab world) to build on local capacities in this field by encouraging good texts and training young book professionals in the different techniques of book illustration and design.

The workshops presented a rather unique challenge. They brought together authors, illustrators, book designers and publishers of children's books who worked together at different moments, which was rare we were told. It was the first time such workshops were held, and the result was fantastic. The interaction of all the actors in the book field created a very enriching atmosphere and synergy, and the networking that resulted was much appreciated by all the participants. But they also had a tangible aim: to produce a manuscript for an illustrated children's book acceptable for publication at the end of each event. UNESCO would provide local publishers with financial support towards the publication of the manuscripts produced during the workshops and would purchase a number of copies to be distributed by the regional offices to school libraries in the countries concerned.



Children in Beirut listening to the story with the illustrations on the wall



Two participants in Ramallah talking with Axel Maja

So, four workshops were organized, two in the Arab region in 2004 (Beirut, Lebanon, 23 November to 4 December and Ramallah, Palestine, 3-10 December), and two in Africa (Windhoek, Namibia, 13-22 September 2004 and Dakar, Senegal, 19-28 September 2005). Prior to the events, authors and publishers were invited to send to UNESCO unpublished manuscripts of fiction for children that dealt with any of the themes of tolerance, diversity and inter-cultural dialogue, from which one story would be chosen, discussed, finalized and illustrated during each workshop.

The key to the success of such an activity lies in finding the appropriate doses of discussion, training and guidance without ending up with an "institutionalized" product. The book to be published as a result should belong to the culture for which it is conceived and have images that relate to that culture while executed in the best artistic way possible, and it should be attractive to children. The young participants present were asked to illustrate the chosen texts as a training project to improve their artistic techniques and learn new ones, guided by well-known and experienced authors and illustrators from their regions.

I shall focus on two of those workshops, in Beirut and Ramallah, the two I took an active part in and was involved in the daily running of the activities, as I knew a number of actors in the field, and I speak and write Arabic. The other two events were conducted by our colleagues at the Windhoek Office for English-speaking Africa and the Dakar Regional Office for French-speaking African countries. The two books produced there were *The Blue Marble* and *Des Papis pas possibles* !.

The BEIRUT workshop organized with the UNESCO Regional Office in Beirut was attended by a large number of illustrators, authors and publishers from five Arab countries, and the very original text chosen was written by the Egyptian author of children's books, Amal Farah. The text described a 'situation' rather than a story with a plot: "the word

YES [na'amin Arabic] was not surprised to find itself all alone on a notebook page, but it looked around to identify the place... regular lines with empty spaces between them and no other words on its line except for some strange inscriptions." Those inscriptions were the words YES in English and OUI in French, which of course mean the same thing but do not look alike !

So we all discussed how to deal with the subject under the guidance of the art facilitator Ihab Shaker, a well-known Egyptian artist, and it was decided to divide the text into phrases and assign one to each illustrator who would then paint a double page left totally up to his/her imagination, with a constant part of the background running through the whole book. The end result is the book you see here entitled in Arabic *Nouqoush Ghareebah* [Strange inscriptions].



Lena Merhej, a participant from Lebanon, wrote in her evaluation: "I got introduced to other illustrators from the Arab world, an experience that is very valuable to me with respect to cultural, creative and artistic exchange. The relaxed discussion between the authors and the illustrators was a rare experience for both parties. I truly believe that this workshop was one of the most successful ones that I have been to. It opened doors to working in my own culture and environment and made me aware of the different



Total concentration

problems we face and offered through experience and discussion some solutions to them.”

Another participant from Iraq, Nadim Kufi, appreciated the idea expressed by the text of getting to know cultures without reservation or ideological intervention. “Perhaps publishing houses should be the first to look into the success of this experiment”, he wrote in his evaluation.

“Attending this workshop was a valuable experience to me,” wrote illustrator and book designer Yasmine Taan from Lebanon. “It felt good to share ideas and think together how illustrators/authors/publishers/designers can make books more attractive to children of different age groups. It felt good to find out that other people in the Arab world are concerned and working hard to maintain a certain standard in children's books production. It also felt good to listen to the different perspectives from professionals that are engaged in children's books production in terms of text, readability, marketing, etc. And mostly for me it felt great to draw and exchange ideas and techniques, websites and emails, colors and forms with other illustrators and book designers.”

For the closing of the workshop, we prepared a small exhibition of the illustrations produced, and school children accompanied by their teachers were invited to look at them and hear the story read by a good storyteller. We also invited press and TV outlets who interviewed a number of participants and produced reports in their different media.



I participated in the Ramallah workshop held from 3 to 10 December 2004 for Palestinians who were not able to travel to Beirut from the Occupied Territories, in cooperation with UNESCO's Ramallah Office and the Tamer Institute for Community Education. The Arabic text chosen for it, *Al-khiraf la ta'kul al-qitat* [Sheep do not eat cats], was written by Khaled Jum'a from Gaza, and tells the story of a cat family and how they react when a family of sheep moves next door and the cats barricade themselves. It discusses the image we can have of the 'Other' and the ensuing prejudices and fears that emerge.

The two neighbours finally get together and all seems well until a family of horses moves near them and the cats experience the same fear again and seal themselves up in their home. The lesson here is clear: it is not easy to overcome one's prejudices, and one has to keep an open mind and make an effort to accept differences.

The idea was to illustrate the story using art materials available locally to all the participants. Some recycled objects were already part of the materials list, while others were found during the week. The artists present worked hard on illustrating the story with the expert and friendly guidance of French artist and illustrator Axel Maja. The focus on visual richness was therefore chosen. However, this required more complex work, that of seeking consistency with varied techniques, carried out by several people of different artistic levels, some of them amateurs.



In one sequence, the youngest cat tries to imagine what a sheep looks like without ever having seen one. Axel Maja asked each participant to draw their most personal vision of a sheep in the context of the story. It was a nod to the famous scene from Saint-Exupéry's *The Little Prince*, when the latter asks the aviator: “Draw me a sheep”!

Mr Maja described his experience as perfectly expressing the “teamwork and harmonious relationships during the workshop”. For me, those two workshops were an experience of a lifetime.

M



I first arrived in Paris in 1974 as an au pair but a year later, was back home due to my father's death.

I was eager to continue and improve my French and started seeking possible jobs which were advertised in the local press. I identified one from UNESCO, who were seeking bilingual secretaries and for which I applied.

I requested an interview with Daisy Chase at UNESCO Headquarters and after passing the required tests, was offered my first contract in the Science Sector. This post was to work with someone with a reputation as «difficult» who regularly changed secretaries. However, everything worked smoothly with me. I then spent a few months in CAB before moving to the Education Sector for 25 years and reaching the position of Senior Administrative Assistant in ED/AO.

Subsequently, having a preference a post in the field, I approached both BFC and ED/AO. In Autumn 2005 the BFC Administrative Officer notified me about the possibility of a consultancy post in the Ramallah Office, and in the of Spring 2006, BFC asked whether I would be willing to urgently join the Ramallah Office on a six-month mission as Acting AO. My family and friends were not too keen since the media published negative feelings concerning the situation in Palestine. However, being Irish, and used to negative media's reports concerning Ireland (my home country) during the 1970-90's (the troubled period), I felt confident Ramallah could not be more dangerous.

After a short briefing at Headquarters, I set off for Tel Aviv, accompanied by a huge suitcase stuffed with pillows, books, clothes and wine. Upon my arrival, I was met by the Education specialist, and we were driven to the renowned American Colony Hotel in Jerusalem - where I stayed in luxurious surroundings for a week - until I found rented accommodation in Shu'fat (a suburb North of Jerusalem). In 2006 UN internationals were required to live in Jerusalem for security reasons. We received hazard pay and were entitled to rest week and recuperation periods every two months

MISSION UNESCO

Five years in the Regional Office
in Ramallah

Joan Byrne

since the position was considered as stressful, hazardous and in difficult working conditions.



The Office was located in an old house with a garden. There was a staff of twenty Palestinians, five being hired for office security, as well as five international staff. The Office Head was Constanza Farina who ran the office with an iron hand but was extremely fair! No Administrative Officer had previously been nominated to this Office and Constanza occupied both roles. My main task was to relieve the AO of all administrative tasks. We worked together for a year when Constanza was transferred to another post. The international staff was comprised of a Head of Office, an Administrative Officer and three Programme Specialists in the fields of Education, Culture and Communication.

The Office also administered the Palestinian Women's Research and Documentation Centre in Ramallah which was run by a staff of seven women.

Constanza was a wonderful adviser to me for my first experience in a Regional Office and in exchange, I brought my 30 years experience in Headquarters to the Office. Without delay I was required to ensure the smooth running of the Administrative Unit, the responsibility of the planning, controlling and report on human resources, security requirements as well as the administrative, financial and budgetary aspects of the Office.

Shortly after my arrival Constanza went on annual leave so consequently I was appointed as Acting Officer in Charge. During her absence we had a security warning resulting in the staff moving to a safe zone due to the Israeli Defense Force (IDF) making an incursion into in Ramallah. However, all

ended well !

A year prior to my arrival in Ramallah I had been requested to create the first UNESCO women's swimming team for the Inter-Agency Games. This meant that shortly after my arrival in Ramallah, I was obliged to take a leave of absence in order to travel to Pesaro in Italy to represent our team. We were a group of beginners and did our best, in competition with much younger and experienced contestants from the various UN Agencies. If I remember correctly our team was ranked as the last! However, we sowed seeds for the future development of the women's team over the years and since our first representation in 2006 the UNESCO teams has won many medals.

As my six-month contract was near expiry, it was extended for a further four months to allow the selection process of the 507 applications for the AO post; I decided to re-apply and had a telephone interview. In April 2007 I received the great news that I was nominated as the first Administrative Officer for the Ramallah Office. I was very flattered by this achievement and would have so loved to have been able to share this pleasure with my father.

During my first year I adjusted the staff salaries in accordance with In-Service Contracts of the UNDP salary scale in order to avoid regular staff visits wishing to negotiate salaries.



Surrounded by my ADM team

One security guard requested a bonus since his performance was satisfactory, and I replied that his salary was his bonus ! He later liked joking saying that he had dollar signs in his eyeballs!

I opted that salaries should be paid before the end of the month, the expenditure thus being shown during the given month. Bank statement reconciliations were made weekly and no longer monthly as before since this slowed down the work of the AO by a week.

I attended the monthly meetings held by the Administrative Officers of the different UN agencies in Jerusalem. These meetings were organized to adopt a common approach relating to travel procurement and security and to

avoid duplication of work. Following one of my interventions, regarding petrol consumption a new automated system was introduced at the petrol station.

The international staff travelled each day from Jerusalem to Ramallah in a UNESCO vehicle with our driver. Twice a day we were required to go through checkpoints. Since the UN checkpoints were not borders, we were only asked to show our Israeli pass and did not need to leave our vehicle. These checkpoints were controlled by the IDF as well as regularly by certain recruits during their three-year spell in the army who would block us regularly by requesting passports and/or asking us to get out of the vehicle. We just sat there until they decided to let us pass.



Approaching Qalandia checkpoint

During my weekends, I used to swim in a pool in Jerusalem or would walk in the Old City of Jerusalem or on the Tel Aviv beach. I also went to the Dead Sea, Jericho, Nablus, Sin Gedi, Masada National Park and Haifa. I once travelled with one of my daughters to Petra, in Jordan. We had to book two taxis (the only possible way to get there). Nothing is simple in Israel! The first taxi took us from Jerusalem to the Allenby Bridge checkpoint and the second to another checkpoint run by Jordanians: we were then driven to Petra in one of their taxis.

During my first visit to Bethlehem, I was affected by the stark difference between the road infrastructure and living conditions on the Israeli side compared with the prison-like conditions of the walls of Bethlehem.

In December 2008 a three-week conflict occurred in the Gaza Strip, between Palestinians and the IDF held responsible of the loss of over 1,000 Palestinians lives. Our Office opened a Satellite Office in Gaza, run by a Liaison Officer and an Education Programme Specialist. I went to Gaza in May 2009 hitching a ride with the WHO's Head of Office in his armoured vehicle since we did not have one, and armoured vehicles were compulsory for circulating in Gaza. We were held up for two



Wall surrounding Bethlehem

hours at the Erez checkpoint as the Israelis wanted to check the contents of our boxes – which in fact were books on health. Since the WHO Head of Office held a red UN laissez-passer he was exempted from such a search. We sat and waited while Israelis had discussions and made many phone calls. Eventually we were permitted to go through the second checkpoint where we passed through promptly. We were then driven through a one- kilometre no-man's land to Hamsa, a Hamas checkpoint. Here again we were required to show our UN laissez-passers and take another armoured vehicle. We were finally driven to the UNDP building through bomb-damaged buildings. While the main roads were in a rather good condition, most side roads were damaged. We met with many donkeys/horses and carts, and some of the children were barefoot.

I briefed Mohammed, the Liaison Office who showed me the UNDP buildings. We had to knock on many doors to try to get office space for our Satellite Office. Supply was less than demand since there were requests from many other Agencies also looking for office space. Mohammed showed me the destroyed buildings, results of the three-week war. The UN Stress Advisers mentioned that the Palestinians could not have any plan for the future since they have been living in the hope of change for far too long: they were now worn out as nothing ever happened!

I went to the Al Deira hotel in an armoured vehicle and saw a sign prohibiting guns at the entrance!! The Programme Specialist and I broke all the rules in stepping outside and hailing a « taxi » to have a drink in another hotel. Private cars pick you up to earn a few shekels. I first crossed the street and waited in a rich-looking hotel lobby but only lit by one candelabra: a few minutes later, the lobby was ablaze with light; my feeling was that they lit the candelabra only because I was there and may be, would turn it off upon my departure.

Who would think it could snow in the Middle East? It is indeed rare but one morning I awoke and saw a white mantle covering the no longer familiar places.



Snow-covered entrance to the Office

In Ramallah the international staff are only appointed to a post for a maximum duration of three years, and I was already in my 4th year. Headquarters requested that I apply for other posts if I wished to continue working in the Field, so I intended to apply for AO posts. However, following the birth of two more grandchildren, I finally decided to plan retirement. Since I had now worked 34 years with UNESCO, I was entitled to retire, which I did in 2011, after having spent five memorable years in Ramallah. I realize the privilege I had in working both at Headquarters and in the Field Offices and terminated my long career with UNESCO by this last assignment in Ramallah.

I organized a garden party for the whole staff before my departure and Manhal, my Administrative Assistant, offered me a lemon tree which we planted in the Office Garden.



NUMÉRISER L'UNESCO

The Second Life of Dominique Roger

**Eng Sengsavang, Reference Archivist,
UNESCO Archives**

From 2017 to 2020, the Digitizing Our Shared UNESCO History project funded by the People of Japan digitized and made available online over 1.3 million pages of documents and correspondence, over 15,000 audio recordings, 200 films and videos, and last but not least, 5,000 photographs from the UNESCO Archives. Of the 5,000 digitized photos dating from the 1940s to the 1990s, over a quarter – 1,269 to be exact – are by Dominique Roger. That UNESCO Archives staff did not deliberately set out to digitize such a high ratio of photos by Roger during the rigorous selection process – discovering this fact with some astonishment only after the photos had been digitized – is a testament to the breadth, significance, and quality of Roger's photographic output during

her 30 decades as UNESCO's in-house photographer.

UNESCO's historic photo collection is kept by the UNESCO Archives in the Organization's Headquarters. The collection consists of an estimated 170,000 photographic negatives, prints, slides, and even a few glass plate negatives, dating from 1949 to the mid-2000s. The photographs are vivid windows through which to understand UNESCO's work and activities in its Headquarters and beyond, featuring images of people and places around the world by significant





photographers including David Seymour, Marc Riboud, Inge Morath, Eric Schwab, and Dominique Roger, among others.

The images captured by Roger represent a definitive part of UNESCO's visual legacy of humanistic images. From the 1960s to the 1980s, Roger traveled all over the world to capture images of UNESCO's programmes and activities on every subject as they unfolded on the human level. Far from institutional, Roger's lens recorded moments with warmth and intimacy. Roger also documented cultural sites and monuments during some of UNESCO's well-known international rescue campaigns, such as the Campaign to Safeguard the Monuments of Nubia, and international campaigns to save Venice and Florence from the great floods of 1966.

In 2018, UNESCO Archives staff had the honor of welcoming Roger back to the UNESCO Headquarters with Inez Forbes, a fellow ex-UNESCO photographer with whom Roger worked closely. The timing of their visit was inspired by the Digitizing Our Shared UNESCO History project and the public launch of the project website to coincide with World Day for Audiovisual Heritage in 2018. Roger and Forbes toured the on-site Digitization Lab installed for a period of two years deep in UNESCO's Headquarters. During the visit, Roger agreed to speak with UNESCO archivists for an oral history interview recorded in the UNESCO Studio. Roger recounted her time as UNESCO's

leading photographer for three decades, recalling her very first assignment, a mission to Algeria to which she travelled alone in the 1970s; favourite assignments, such as photographing children in various parts of Asia; and missions with UNESCO colleagues such as Rex Keating, who created radio programmes for UNESCO.

In the digitization lab, Roger viewed her own photographs in digitized form on the project website. Sharing the moment of rediscovery with Roger as she viewed her photos online – many of which had remained unseen for years and even decades – was a moving experience. As Roger declared, the digitization project has given the images she captured decades ago a “second life.” Digitization of Roger's photographs has helped to revive her legacy and ensure that the images are accessible to wider audiences. UNESCO Archives is currently seeking funding to digitize an estimated 60,000 to 70,000 original negatives - the core of UNESCO's photo collection. Thanks to funding by the Principality of Monaco, the Archives service will be able to digitize a small portion of the photo negatives in 2025. More funding is needed to ensure the complete collection of currently inaccessible images by Dominique Roger and many other photographers, together constituting an irreplaceable and richly detailed record of UNESCO's work around the world, enjoy a “second life.”

For access to the digitized collections of the Digitizing Our Shared UNESCO History project, visit www.unesco.org/en/archives.

This article is partially adapted from the 2018 article by Eng Sengsavang available via this QR Code



ONG ET UNESCO

Ce que la coopération collective nous a appris, l'expérience de la FMTS (1999-2011)

André Jaeglé

Président émérite de la FMTS

La Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques et Techniques (FMTS) entretient des relations officielles avec l'UNESCO depuis sa création en 1946. Le premier directeur de l'Organisation (1946-1948), Julian Huxley, fut aussi, dans les années 1920 du XX^e siècle, le président de la British Association of Scientific Workers (BASW), principale artisanne de la création, également en 1946, de la World Federation of Scientific Workers (WFSW ou FMTS en français). Les premiers dirigeants de la FMTS connaissaient bien Julian Huxley. Les travaux et l'enseignement en cristallographie de John Desmond Bernal permirent à Francis Crick, James Watson, Maurice Wilkins, Rosalind Franklin, Dorothy Crowfoot Hodgkin et d'autres d'appliquer la cristallographie aux rayons X à la biologie moléculaire et de découvrir la structure en double hélice de l'ADN. Julian Huxley était biologiste, lui aussi. Bernal avait publié en 1939 «The social function of Science». Le physicien nucléaire et premier président de la FMTS, Frédéric Joliot-Curie, partageait les préoccupations de J. D. Bernal. C'est eux qui insistèrent auprès des fondateurs de cette organisation intergouvernementale pour que le 'S' de science, initialement négligé, soit inclus dans le sigle uneSco. La science n'avait pas encore pris, dans la vie économique, sociale et culturelle, la place qu'on lui connaît aujourd'hui.

La coopération collective obéit à des directives précises qui ont évolué avec le temps. Elle enrichit l'activité et les réalisations de l'UNESCO. Elle enrichit aussi les ONG qui y participent... mais il faut de nombreuses années de pratique pour en découvrir et comprendre les mécanismes parfois déroutants.

La foi des fonctionnaires de l'UNESCO

S'il fallait ne citer qu'une seule des caractéristiques de la coopération collective c'est que les militants des ONG rencontrent à l'UNESCO des hommes et des femmes animés comme eux d'une foi dans les valeurs qu'ils défendent. En ce monde où tout est menacé de devenir marchandise, c'est extraordinairement précieux. On vante souvent le désintéressement, voire l'altruisme des militants. Sans une foi indéfectible dans les valeurs pour lesquelles ils combattent, l'engagement des uns et des autres serait gravement menacé par la brutalité des obstacles rencontrés.

C'est ainsi qu'à la suite du Forum de Yamoussoukro «L'accès à l'eau pour tous en

Afrique» (2014), une dizaine d'ONG ont lancé des actions d'initiation et formation de techniciens à l'hydrologie en Afrique francophone, financées par le Programme de participation de l'UNESCO. L'organisme formateur est l'Institut International d'ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE) à Ouagadougou, Burkina Faso. Ce pays est actuellement sous le coup de sanctions économiques. Lorsque ces ONG ont voulu passer de l'initiation à une formation d'ingénieurs hydrologues, elles ont obtenu des concours financiers mais se sont heurtées à l'obstacle des sanctions qui frappent le Burkina Faso et qui interdisent le recours à des financements d'origine publique française !

Toujours pour cause de sanctions, l'invitation lancée conjointement par la FMTS et la CAST (Chinese Association for Science and Technology) au symposium « Scientific cooperation as driver for Green and Low-Carbon development », en août 2024, a dû être déclinée par une scientifique des USA, lesquels interdisent à leurs ressortissants de se rendre en Chine. Il peut exister, au sein de la FMTS, des différences d'opinion sur telle ou telle question comme celle des sanctions appliquées à tel ou tel pays. Mais nous plaçons au-dessus de toute autre considération le maintien des relations entre travailleurs scientifiques. On se parle ! Tôt ou tard, il faudra bien le faire !

La recommandation de 1974

Le 20 novembre 1974, la 18^{ème} Conférence générale adopte la « Recommandation concernant la condition des chercheurs scientifiques » Cet Instrument international est la prise en compte, dans la forme et le langage des organisations intergouvernementales, du travail accompli par les fondateurs de la FMTS pour rassembler les préoccupations et aspirations des travailleurs et travailleuses scientifiques dans « The Charter for Scientific Workers » publiée en 1948. La Charte comporte, comme l'une des responsabilités du travailleur et de la travailleuse scientifique, point 1.1 : « Intégrité du travail scientifique. Résistance à la suppression ou à la déformation de connaissances scientifiques ». L'article 10 de la Recommandation de 1974 dispose que « les États membres ne devraient pas perdre de vue que,

pour être efficace la recherche scientifique exige des chercheurs qui l'accomplissent des qualités d'intégrité et de maturité alliées à d'éminentes qualités morales et intellectuelles.» Le point 112 de la Charte fait de la totale publication des résultats scientifiques une responsabilité du travailleur scientifique. Réponse de la Recommandation (en 1974, c'est-à-dire 26 ans plus tard) : « Les États membres devraient encourager et faciliter la publication des résultats obtenus par les chercheurs scientifiques au cours de leurs travaux afin de les aider à acquérir la réputation qu'ils méritent et, également, de promouvoir le progrès de la science, de la technologie, de l'éducation et de la culture en général. ». On pourrait poursuivre cette mise en évidence de ce parallélisme. Depuis, le rôle de la science dans la société et l'économie s'est accru et il a évolué qualitativement. Au début des années 2000, l'UNESCO a engagé un processus de mise à jour de la Recommandation de 1974. La FMTS a participé aux consultations puis à la mise au point du projet, avec 68 propositions qui ont toutes été adoptées par la Conférence générale en 2017. Cet instrument est désormais devenu la « Recommandation concernant la science et les chercheurs scientifiques ».

Ce type de coopération est un modèle de relations constructives entre ONG et Organisations intergouvernementales.



Depuis 2011, la coopération ONG/ UNESCO n'a cessé de se développer sous de nouvelles formes, notamment avec les forums internationaux

Les Commissions programmatiques mixtes

Suite à la crise de fonctionnement des années 90, qui avait conduit l'UNESCO à modifier en profondeur les Directives concernant la coopération collective, le Comité de liaison ONG/UNESCO mit en place un certain nombre de « commissions programmatiques mixtes » : programmatiques parce qu'invitées à se saisir de questions inscrites dans les programmes adoptés, de biennium en biennium, par la Conférence générale ; mixtes parce que composées de représentants d'ONG et de personnes appartenant à des unités de l'UNESCO. La FMTS s'est vu confier la responsabilité de faire vivre la CPM « Science et éthique ».

La CPM S&E a fonctionné très régulièrement de 1999 à 2011 à raison de six à huit réunions chaque année sur la base d'un pur bénévolat. Les thèmes des réunions étaient articulés autour de la bioéthique et de l'eau. L'un et l'autre ont abouti à l'édition en français et en anglais de brochures, qui témoignent du dynamisme des participants. Quarante ONG se sont intéressées à ces travaux. Les réunions étaient très fréquentées et les débats riches et animés. Nous conservons les comptes rendus de la plupart de ces réunions.

Les limites de la formule CPM se sont néanmoins fait jour. Zoom n'existait pas. L'échange par écrit est une forme peu propice au débat. Coucher sur le papier une idée qui vient de se former « in petto » à la faveur d'une réflexion stimulée par ce qu'on vient d'entendre est une chose à peu près impossible. Rédiger clairement une pensée nouvelle demande du temps. Le seul moyen de communication était donc l'échange de vive voix en réunion. Conséquence, ce sont principalement des résidents de la région parisienne et majoritairement des citoyens et citoyennes français.e.s, délégué.e.s par leurs ONG respectives, qui constituaient la CPM. Malgré des tentatives soutenues par le Secrétariat général, nous n'avons réussi à associer à nos travaux que bien peu d'activistes d'ONG résidant dans d'autres pays.

Il n'en reste pas moins que ces douze années de coopération collective ont été doublement fructueuses : d'une part elles ont favorisé la contribution de représentants de la société civile à la rédaction de projets de déclarations et de recommandations soumis à la Conférence générale. D'autre part, elles ont mis en évidence les problèmes concrets à prendre en considération pour améliorer la coopération collective.

En guise de conclusion

La coopération collective UNESCO-ONG est le lieu de la rencontre de deux logiques contradictoires ou pour le moins totalement indépendantes : les délégations des États sont porteuses d'un mandat gouvernemental ; les ONG ont des objectifs de portée mondiale ou régionale. En faisant apparaître les points de friction, voire des démarches contradictoires, elle est d'une aide précieuse dans la recherche des voies réalistes de marche au progrès.

PARTIR À LA RETRAITE

Au revoir Pilou !

Pilar Christine Morel Vasquez

Documentaliste principale - Information du public

Il y a plus de 40 ans, je n'aurais jamais cru, ni même imaginé, pouvoir travailler dans cette prestigieuse Organisation.

J'avais à peine terminé mes études en juin qu'un ami m'appelle pour me dire que l'on cherchait une personne à l'UNESCO à l'unité des Publications pour le mois de septembre. C'était l'ère des ordinateurs, des écrans, des imprimantes, des disquettes. Le travail consistait à transférer toutes les données à partir des fiches Kardex (papier) vers le Mémorex. Les « anciens » étaient très réticents à ce modernisme et ne voulaient en aucun cas toucher à « cette chose ».

Nous étions deux à effectuer ce travail. Nous avons passé des jours, des semaines, des mois, deux années à créer des codes pour toutes les revues. En ce qui me concerne, j'étais tellement fascinée par tous ces trésors qui circulaient entre mes mains que je passais mon temps à lire et, à travers toutes ces lectures du *Courrier de l'UNESCO*, de la revue *Impact, Nature et Ressources, Chroniques de l'UNESCO, Culture*, et j'en passe, j'apprenais qu'il y avait des civilisations incroyables dans ce monde.

Au cours de cette deuxième année, une documentaliste est venue me voir et m'a proposé de rejoindre l'équipe du centre de documentation à l'Office de l'information du public. J'ai été prise en main par quatre « fées » : Margaret, Gael, Hannelore et Dominique. Elles ont été mes guides, mes professeures et m'ont appris la rigueur et la discipline au travail.

Quand je jette un regard en arrière, je me dis parfois « quel beau parcours ... tu en as vu des choses... ». Je me souviens qu'il y avait chez les traducteurs chinois une étrange machine à écrire. Elle se présentait comme une petite imprimerie avec des caractères mobiles, un bras métallique et un bac contenant plus de 2000 caractères si mes souvenirs sont bons. Ils avaient une telle technique, une telle dextérité pour l'utilisation de cette machine que j'ouvrais des yeux grands comme des tasses. J'ai vécu en 1988 le lancement du projet sur l'Étude intégrale des routes de la soie et la mise en place des expéditions (mer, steppe,

désert) de mes collègues. Quand ils revenaient, nous nous rassemblions et écoutions les aventures vécues. J'ai assisté à de formidables spectacles comme le Cirque de Pékin. Imaginez une file d'attente depuis l'entrée Suffren jusqu'à la station de métro Ségur ! J'ai assisté à la Soirée d'hommage à Galina Oulanova, danseuse étoile du Bolchoï, mais aussi à des spectacles uniques de danses, chants, etc. J'étais là pour la visite de Sa Sainteté Jean-Paul II en 1980 et en 1983 à la séance inaugurale de la 22ème Conférence générale avec la présence de François Mitterrand. C'était pour moi fascinant de croiser dans les couloirs de grandes personnalités comme Christiane Desroches Noblecourt, Haroun Tazieff, Jean d'Ormesson, l'écrivain Édouard Glissant, le Commandant Cousteau et tant d'autres... Ce qui m'a marquée aussi ? La remise du Prix Félix Houphouët-Boigny avec Yitzhak Rabin, Shimon Peres et Yasser Arafat tous ensemble dans la Salle I, tout un symbole. J'ai vécu le départ des Américains en 1984 et en 2017. J'ai aussi vécu leur retour. Une chose est sûre, c'est ici que j'ai obtenu mon plus beau diplôme de « l'école de la vie ».

J'ai rencontré de belles personnes, lié de belles amitiés et vous me manquez ! Mais à moi de nouvelles aventures !





PATRIMOINE SONORE DE L'HUMANITÉ

Odile Blondy



Christian Holl est un chasseur de sons-compositeur-musicien.

Je l'ai rencontré à l'exposition "Kazakhstan, trésor de la grande steppe" au Musée Guimet. Il avait été l'artisan de la mise en scène sonore et musicale des cinq chefs d'œuvre exposés. Il se surnomme "le porte flamme de l'âme sonore du monde".

Son aventure commença alors qu'il avait élu domicile dans les arbres pour observer les derniers lions d'Asie : « l'oreille collée au tronc, j'ai perçu une cathédrale de bois sonore, j'ai entendu des milliers de grelots, j'étais médusé ».

Il lui faudra six mois pour trouver la technique lui permettant d'enregistrer au cœur de la matière et révéler ainsi la partition secrète de la planète.

L'UNESCO, séduite par ce projet, le chargea alors de valoriser ce patrimoine mondial sonore insoupçonné. Il raconte ainsi l'histoire d'un pays à travers l'univers du son, celui-ci devenant objet de narration.

Il a mis au point un système d'enregistrement qui permet d'être à l'écoute au cœur de la matière, qu'elle soit végétale, minérale ou animale. Il donne relecture sonore de notre planète à travers des sonorités jusqu'à ce jour jamais révélées : l'écoulement de la sève et de l'eau dans la cavité spongieuse des baobabs, la pulsion cardiaque des varans de Komodo, les vibrations à l'intérieur de l'arbre du non-retour à Ouidah au Bénin. Fascinant.

C'est un maestro distingué, doué d'une baguette magique qui nous invite à écouter les bruits du monde.



PHILOSOPHIE ET UNESCO

Le dernier réduit de l'accord
des esprits

**Frances Albernaz, ancienne spécialiste du programme,
Secteur de la culture**

Si l'on entend, par « philosophie », l'amour de toutes les connaissances et de leur partage, l'UNESCO est sans doute l'organisation la plus éminemment philosophique du système des Nations Unies.

Ses premiers pas furent guidés par les plus admirés des philosophes de l'époque. Parmi eux, Sartre, penseur de l'après-guerre par excellence. En 1946, les délégués de la Conférence générale se déplacèrent au Palais de la Découverte pour entendre sa leçon magistrale sur La responsabilité de l'écrivain (Jean-Paul Sartre. Paris, Verdier, 1998). L'auteur de L'Existentialisme est un humaniste avertit ses confrères qu'« à mesure que la collectivité nationale s'intègre davantage dans la collectivité humaine (...), chacun d'entre nous devient de plus en plus (...) largement responsable. » Cette mise en garde prendra une dimension visionnaire au fur et à mesure que s'accélérent les progrès techniques qui font de

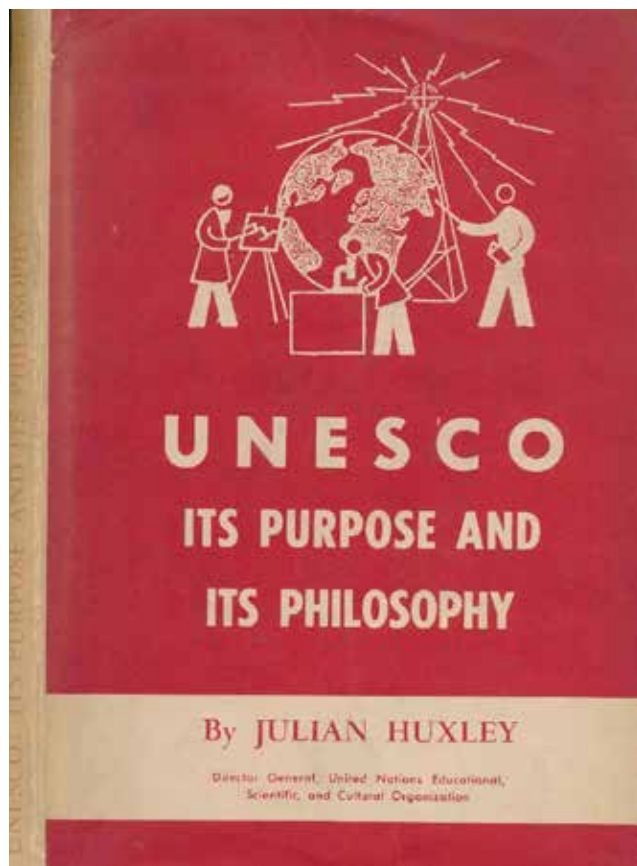
chacun d'entre
nous un auteur.

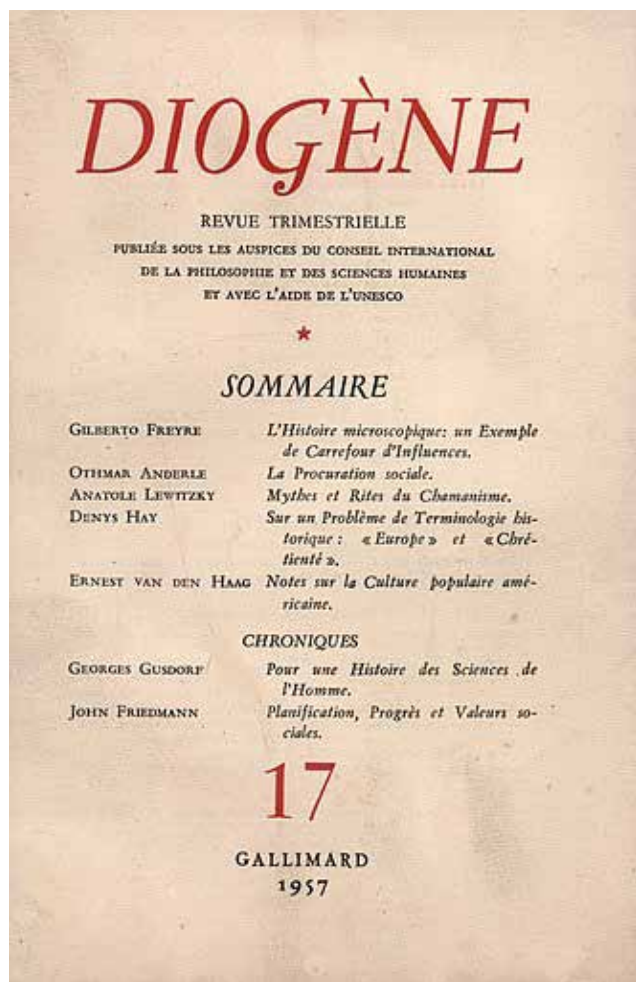
L'actualité de l'UNESCO n'est plus à démontrer. L'horreur des guerres mondiales avait fait dire à Roger Caillois, prédécesseur de Jean d'Ormesson au Conseil international des sciences humaines et de la philosophie (CIPSH) et ancien rédacteur en chef de la revue Diogenes, qu'« une politique indifférente au bien et au mal est une erreur homicide. » Créé en 1949, dans le sillon de l'Institut international de coopération intellectuelle, le CIPSH permet à l'UNESCO d'élargir son ouverture aux aspects plus académiques et d'aborder en toute neutralité les questions plus politiques ou polémiques que pose la philosophie.

L'Organisation prit son essor à la croisée des courants philosophiques les plus divers, pour la plupart occidentaux, entre d'un côté, la croyance en une loi naturelle qui garantit aux humains des droits antérieurs et supérieurs à toute société, et de l'autre la conviction que l'émergence des droits humains est due aux progrès, au développement des sociétés. Le premier directeur général, Julian Huxley, biologiste épris de la théorie de l'évolution, prônait un humanisme scientifique universel. Faute d'avoir obtenu les accords nécessaires, son texte, « L'UNESCO, ses buts et sa philosophie », ne fut publié qu'en sa capacité personnelle. (Londres, 1946).

Philosophe catholique, thomiste, Jacques Maritain proposa quant à lui un humanisme intégral : « Le salut des démocraties (...) passe par la redécouverte de leur principe vital (...), la justice et l'amour, dont la source est divine. » (Conférence générale de Mexico, 1947). Mais l'UNESCO est restée farouchement attachée au laïcisme des Lumières.

La conférence de Jacques Derrida sur « Le droit à la philosophie du point de vue cosmopolitique » (UNESCO, 1991) nous rappelle que l'idée d'une paix





fondée sur « la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité » répond à la question d'Emmanuel Kant sur les conditions de possibilité d'une paix perpétuelle dans un cadre cosmopolitique. Le cosmopolitisme de Kant prolonge et donne un élan international au citoyen d'Aristote, qui agit, au-delà de son intérêt particulier, en faveur du bien commun dans l'exercice de la délibération et de la raison.

Comment se portent, quatre-vingts ans après leur ratification, ces impératifs hérités de l'humanisme des Lumières ? Pourquoi sont-ils soudain aux prises avec une nouvelle Realpolitik ? Pourquoi le respect de la diversité, de l'équité et de l'inclusion fait l'objet d'une nouvelle méfiance ? Pendant qu'elle passait de la modernité à la post-modernité, du colonialisme au postcolonialisme, les principes de l'UNESCO sont restés révolutionnaires, lui permettant de rester à ce jour à l'avant-garde des droits humains.

En 1947, c'est à l'UNESCO que l'ONU avait demandé, avant même la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de mener une enquête sur la validité universelle de celle-ci à la lumière de différentes conceptions doctrinales et culturelles. Y ont participé entre autres le

Mahatma Gandhi, Aldous Huxley, Jacques Maritain, Don Salvador de Madriaga, René Maheu, Benedetto Croce and Pierre Teilhard de Chardin. « L'humanisme de demain et la diversité des cultures » est le titre de la déclaration issue d'une autre enquête internationale réalisée par l'UNESCO en 1949 sur l'originalité des cultures : son rôle dans la compréhension internationale.

L'UNESCO aurait-elle donc une philosophie qui lui soit propre ? Les philosophes Patrice Vermeren, ancien collègue, et Joseph Yacoub, Chaire UNESCO, se sont penchés sur cette question. Les deux renvoient à Jacques Maritain qui trouvera la réponse à cette question. Il relit les paroles d'Archibald MacLeish « C'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Chacun de nous sait qu'elles furent rédigées en 1942, au moment le plus sombre de la dernière guerre mondiale, et qu'elles vinrent couronner, trois ans après, l'ensemble des énoncés du Préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO (novembre 1945). Le Préambule appelle avant tout à œuvrer : contre l'incompréhension entre les peuples ; contre le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine ; contre l'exploitation de l'ignorance, le préjugé, et contre le dogme de l'inégalité. Il s'achève sur le principe « qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples ».

S'appuyant sur les paroles du poète Archibald MacLeish, Maritain finira par conclure que « L'accord des esprits doit se faire, non pas sur une commune pensée spéculative, mais sur une commune pensée pratique ; non pas sur une même conception du monde, de l'homme et de la connaissance, mais sur l'affirmation d'un même ensemble de convictions dirigeant l'action. Cela est peu sans doute, dira-t-il, mais c'est le dernier réduit de l'accord des esprits. »

La conclusion en est que l'UNESCO n'a pas de philosophie ; l'UNESCO est une philosophie : un processus actif, nourri aux différentes sources du savoir et de l'entendement humains, une pratique ouverte aux défis de l'avenir.

LA PHOTOGRAPHE DE L'UNESCO

Dominique Roger (1933-2024) :
Un Regard engagé au service de la
Mémoire visuelle universelle

Barbara Brühl Day

Ancien agent de Dominique Roger. Éditrice de « Un chemin vers la paix »

Discrète, passionnée et visionnaire, Dominique Roger s'est imposée comme une figure incontournable du photojournalisme, consacrant sa vie à capturer les réalités du monde à travers l'objectif de son appareil photo. Photographe officielle et puis directrice du Service photographique de l'UNESCO de 1961 à 1992, elle a immortalisé les grands enjeux de l'éducation, de la culture et des droits de l'homme. Son travail, reconnu internationalement, a donné naissance à des expositions et des ouvrages marquants qui témoignent de son engagement inébranlable.

Une carrière dédiée à l'UNESCO

Pendant plus de trente ans, Dominique a sillonné les cinq continents, réalisant 135 missions dans 77 pays. À travers ses reportages, elle a capté la détermination des enfants privés d'éducation, la résilience des femmes en quête de savoir et les efforts des communautés pour surmonter l'exclusion. Comme elle l'écrivait : "L'UNESCO m'a offert le monde et c'est à Elle que je dois d'avoir



ouvert les yeux sur les différences, les inégalités, les attentes des plus démunis".

Son engagement s'est notamment illustré à travers la publication de « Lettres de Vie » (1991), album publié par l'UNESCO, consacré à l'alphabétisation et préfacé par des personnalités telles qu'Elie Wiesel et Peter Ustinov. Ce projet mettait en lumière le combat universel pour l'accès au savoir.

En parallèle, elle a participé à des projets sur l'égalité des genres et la préservation des patrimoines culturels menacés. Son travail à l'UNESCO a été bien plus qu'un simple témoignage photographique : elle a contribué à sensibiliser et à encourager l'action politique et sociale en faveur des plus vulnérables.

Un Engagement Inaltérable

Dominique a toujours prôné un regard bienveillant sur les autres, convaincue que les différences culturelles ne devaient pas diviser, mais enrichir. « Je n'étais pas là pour donner des leçons, mais pour témoigner visuellement des efforts de ceux qui cherchent à savoir, à comprendre », disait-elle. Son engagement humaniste transparaît dans chaque photo qu'elle a prise, chaque texte qu'elle a écrit.

Un chemin vers la paix

Dominique Roger a toujours placé l'éducation et la culture au centre de son engagement. Son livre "Un chemin vers la paix", sous le haut patronage de l'UNESCO, est une ode à la force de l'apprentissage et à la transmission des savoirs comme piliers de la tolérance et du dialogue entre les peuples. A travers ses photographies, elle a cherché à illustrer comment l'éducation peut devenir un levier majeur pour la résolution des conflits et la construction d'un monde plus harmonieux. En 2015, une exposition organisée par l'AAFU à l'UNESCO, à Paris, a mis en lumière

ce travail, présentant des images poignantes de femmes et d'enfants engagés dans leur apprentissage.

En 2019, l'exposition «Un caminohacia la Paz», organisée par l'Organisation des États Ibéro-américains à Buenos Aires, confirme l'impact durable de son travail sur les questions d'éducation et de paix, réaffirmant son statut d'artiste engagée et sa place parmi les grandes figures de la photographie humaniste.

Une œuvre photographique riche et variée

Dominique a signé plusieurs albums photographiques qui explorent différentes facettes de l'humanité et du patrimoine. Parmi eux, sous le haut patronage de l'UNESCO, Femmes (1975), Eaux Rares (1981) et Tolérance (1995) illustrent ses préoccupations humanistes et sa recherche esthétique. Dans «La Conquête de l'Âge» (1999), Dominique s'attarde sur un sujet rarement traité avec une telle profondeur : le vieillissement. À travers ses images, elle brosse un portrait touchant et réaliste des différentes étapes de la vieillesse, mettant en avant la dignité, la sagesse et les défis liés à cette période de la vie.

Son exploration des textures et des éléments naturels prend également une place centrale dans ses travaux, comme en témoignent «Textures» (1997), où elle joue avec les contrastes entre lumière et matière, et «D'une France l'Autre» (1985), où elle offre un regard inédit sur la diversité des territoires français.

Son regard sensible et percutant s'exprime aussi dans des travaux plus artistiques, tels que «Rides Vénitiennes» (1978), hommage à la beauté fragile et érodée de Venise et «Traces Marines» (2009), où elle immortalise les stigmates du temps sur les épaves et les coques de bateaux. À travers ses clichés, elle dévoile un monde à la fois brut et poétique, où la matière et le temps laissent leur empreinte indélébile. Son dernier livre posthume «Mémoires d'eau» sera publié en 2026 avec une exposition rétrospective lui rendant hommage.

Une reconnaissance internationale

Son travail a fait l'objet de nombreuses expositions personnelles dans le monde entier. En France, elle expose notamment à la Galerie Odhermat (1991) avec «Lettres de Vie». En 2011, une rétrospective intitulée Du concret à l'imaginaire lui est consacrée à Buenos Aires, marquant la reconnaissance de son œuvre dans le monde hispanophone, ce qui lui a valu d'être nommée par le ministre de la Culture «Citoyenne illustre de la ville». Jusqu'à la fin, elle n'a cessé de créer,



affirmant que «l'art est partout, même dans les ravages du temps».

Ses expositions ont parcouru le monde, de Paris à New York, en passant par Moscou, San Francisco, Barcelone et Oslo. Parmi les plus marquantes, on retrouve aussi «Rue des Femmes» (2012), hommage à la condition féminine présenté à la Villa Ocampo en Argentine sous le haut patronage de l'UNESCO.

Ses photographies ont également été intégrées à des collections prestigieuses, notamment à la Bibliothèque nationale de France. Certaines de ses œuvres figurent aujourd'hui au musée des Beaux-Arts de Buenos Aires, confirmant la portée artistique et documentaire de son travail.

Une passion entre photographie et littérature

Elle considérait l'image comme un langage universel, capable de transcender les barrières linguistiques et sociales. «L'image distrait, séduit, interpelle, mais n'invite pas à la concentration», expliqua-t-elle souvent. Son obsession pour l'esthétique et le message transmis par l'image l'a conduite à explorer les frontières entre photographie et écriture.

L'héritage de Dominique Roger dépasse la photographie avec sa plume affûtée. Son talent littéraire s'exprime dans plusieurs recueils de nouvelles, dont «Ailleurs mieux qu'ici» (2002) et «À contre-vies» (1995), où elle dissèque avec acuité les aspirations et illusions humaines. Son écriture, à la fois incisive et empreinte de tendresse, prolonge le regard qu'elle posait sur le monde à travers son objectif.

Son regard, immortalisé dans ses images, continue de nous interpeller, de nous émouvoir et de nous rappeler que la connaissance, la culture et la transmission sont les piliers d'un monde plus juste et plus harmonieux.

RELATIONS PUBLIQUES

Mon aventure professionnelle

Alice de Jenlis

**Ancienne cheffe des Relations publiques,
des événements culturels et des partenariats**

Je suis née à Bamako (Mali), d'un père français directeur des télécommunications de l'Afrique de l'Ouest et d'une mère portoricaine, issue d'une famille corse des Amériques installée à Porto Rico depuis plusieurs générations. J'ai passé mon enfance dans différents pays au gré des affectations de mon père et bien sûr des séjours dans le pays de ma mère. Française, certes, mais aussi malienne, Saint-Louisienne, Antillaise, Portoricaine et plus tard, à l'âge adulte, Carioca. Un parcours qui me préparait à mon aventure unesquienne.

Plongée dans la communication, j'exerçais la profession de chargée de relations publiques et de relations presse en France et au Brésil quand, en 1990, je rencontrai Federico Mayor, le directeur Général. Il se piqua de curiosité pour mon parcours professionnel et, lors de notre premier entretien, il me confia rechercher un profil atypique pour les Relations publiques de l'UNESCO avec des expériences à l'international et une bonne connaissance du secteur privé, pour susciter des partenariats. Il fallait avoir la capacité de faire bouger les lignes à l'interne, de tisser des liens et d'évaluer les manques en termes de relations publiques pour répondre aux besoins de l'Organisation et des États membres. J'acceptai le défi et commençai alors une très belle aventure professionnelle qui dura 17 ans, à partir des recommandations de Federico Mayor : - « Prenez tout votre temps Alice pour découvrir la maison, je vous fais confiance pour y trouver rapidement vos repères et soyez créative ».

Pour répondre aux attentes du DG, je préparai un état des lieux en termes de visibilité et de partenariats en proposant une stratégie pour porter les messages de l'UNESCO au travers d'événements culturels, sous la supervision de l'ADG Daniel Janicot qui possédait un sens réel des besoins de l'Organisation dans ces domaines. Il me faisait partager et m'impliquait dans tous les projets médiatiques.

Pour débiter, il m'affecta au secteur d'OPI auprès d'Alcino Da Costa, éminent journaliste sénégalais qui me prit sous son aile. J'y rencontrai Léon Davico et Lucio Attinelli, deux personnalités talentueuses et atypiques qui avaient été attachées à la communication par le DG. Et qui

avaient réalisé avec talent et créativité des « Concerts de la paix » avec sur la scène de l'UNESCO des légendes telles que : Grégory Peck, Sydney Poitier, Harry Belafonte, Peter Ustinov, Lionel Richie et bien d'autres... Protectors envers moi, ce sont eux qui avant de partir en retraite me mirent gentiment le pied à l'étrier et me passèrent le flambeau.

Je fus installée dans un bureau dans le bâtiment japonais prêté par le DG au critique d'art et écrivain André Parinaud, une référence avec lequel l'UNESCO avait établi un partenariat. Ce dernier, qui avait croisé la route des plus grands artistes contemporains, représentait à l'UNESCO Pierre Cardin, ambassadeur de bonne volonté et mécène à ses heures.

Dans le cadre de l'Année de la Tolérance, nous participions tous les deux aux préparatifs de « l'Année de la Tolérance » et assistions à la création des drapeaux de la Tolérance qui allaient bientôt inonder les États membres et tous les grands événements de l'année. Ils étaient également déclinés en foulards de soie par Pierre Cardin pour de prestigieux cadeaux à offrir, au nom de la direction générale.

Je vivais comme un privilège d'être à ses côtés, dans le bâtiment du Jardin japonais que je traversais tous les jours dans une sorte de contemplation.

J'y croisais parfois Marpessa Dawn, vedette du film Orfeu-Negro de Marcel Camus. Dans son grand boubou bleuté, avec une longue plume dressée sur la tête, elle faisait ses méditations en position du lotus avec la bénédiction de Federico Mayor. Mes quinze années à Rio me donnèrent l'occasion d'échanger avec elle.

De mon poste d'observation je découvris que l'UNESCO ne disposait ni de listings grand public, pas plus que de calendriers événementiels pour informer largement nos cibles. Alors tous les moyens et astuces étaient imaginés pour y inscrire de nombreuses personnalités et les

fidéliser. Je finissais mon mandat à l'UNESCO avec un fichier de plus 20 000 noms, ciblés par catégories. L'équipe était passionnée par les challenges et les activités à mener et mettait toute son énergie à l'ouvrage. Nous en faisons profiter sans modération les États membres, les secteurs, les ex-fonctionnaires et nous avons mis en place un système d'étiquetage fonctionnel et en grand nombre pour inonder et atteindre nos cibles. Marie-France Gré, en charge du calendrier mensuel, innovait en belles illustrations et diffusait sa brochure très attendue. Le grand public était au rendez-vous, l'arrivée d'Internet nous aidait et nous faisons salle comble.

Toujours installée dans le bâtiment japonais, on me changea un jour d'étage et je partageai alors un très grand bureau un peu comme un loft avec deux autres collègues à forte personnalité. L'une d'elles, Jacqueline Morvan, me guida dans les arcanes administratifs lors de mon arrivée à l'UNESCO. Particulièrement douée pour la cuisine, elle nous concoctait chaleureusement de délicieux menus des Antilles lors de déjeuners conviviaux dans le bureau en fin de semaine, avec quelques invités privilégiés, et c'était festif. Enfant, j'avais aussi vécu quelques années à Fort-de-France où j'avais appris à lire et à écrire avec Mme Roussi, belle-mère d'Aimé Césaire. Un souvenir mémorable qui créait un lien.

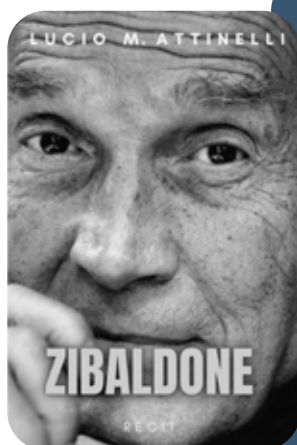
Federico Mayor encourageait tous les programmes concernant les Femmes. Le premier événement grand public que j'ai organisé fut le projet « 1 000 femmes à l'UNESCO » de l'artiste Pierre Miraval, dont l'objectif était de créer un réseau social de 1 000 femmes de la diversité dans une capitale et cela commença par Paris. Le concept des 1 000 femmes, qui existe encore aujourd'hui, partait du Polaroid d'une inconnue réalisé en studio par l'Artiste. Celle-ci présentait une amie et de fil en

aiguille chacune d'elles présentait la sienne.

Huit mois après, nous avions une fresque de 1 000 Polaroids d'inconnues ou de célébrités de tout milieu. Simone Veil y côtoyait des actrices, des écrivains, des journalistes, des talents comme de parfaites inconnues. C'était l'ouverture d'un réseau et le jour de l'inauguration de l'exposition, elles étaient 4 000. Federico Mayor leur passait ainsi un message inspirant et les encourageait à s'engager. J'étais ravie d'enrichir mon fichier de 4 000 femmes de la diversité dont beaucoup allaient nous suivre...

Tout au long de ces dix-sept années jalonnées de rencontres passionnantes, les événements et célébrations s'enchaînaient autour des Journées internationales, des cérémonies et des partenariats divers. Avec la médaille Fellini et le soutien de stars internationales nous récompensions les grands Festivals de cinéma pour leur soutien à la sauvegarde du Patrimoine filmique. Avec Mstislav Rostropovitch et la pianiste Chow Ching Lie nous faisons retentir l'Appel pour l'éducation artistique et mes trois dernières années furent consacrées, avec Indrassen Vencatacelum et des partenaires privés, au lancement du Festival international de la diversité culturelle dont l'impact dépassa nos espérances.

Ce fut un bonheur et un grand honneur d'avoir pu mener à bien de beaux et ambitieux projets avec des personnalités emblématiques qui offraient une large visibilité aux programmes de l'UNESCO, tout ceci en bénéficiant du soutien constant et de la confiance de Federico Mayor, puis de Koïchiro Matsuura. J'ai eu la chance de vivre une formidable aventure professionnelle avec à mes côtés une très belle équipe et une jeune collaboratrice douée : Phung Tran.



Lucio M Attinelli . ancien, directeur des relations publiques et des événements spéciaux, témoigne dans « Zibaldone ». (Amazon 2025)

C'est le 12^{ème} livre de notre collègue Lucio Attinelli.

Il nous entraîne dans les méandres de ses souvenirs, dans la forêt de sa mémoire d'une vie riche en rencontres avec en arrière plan, Palerme et Paris, ses deux villes amours, sans oublier la Sérenissime.

Ce voyage commence lors du confinement lié à l'apparition du Covid 19 et se continue à St Germain des prés. Nous rencontrons l'éditeur Robert Laffont, Serge Gainsbourg, Picasso, Kessel, le vertige de ces noms pour nous lecteurs, d'un monde disparu, le bombardement de Palerme, le Général Patton, "un européen d'Amérique", la conférence de Lacan à l'UNESCO qui fit salle comble, le projet des Routes de la Soie, la nostalgie du temps qui passe devant l'annonce de la venue déconcertante d'Hyppolite que je vous laisse découvrir et qui l'amène à vouloir encore plus jouir de la vie avec son élégance souveraine, dont je me souviens encore.

Odile Blondy

LA "BATAILLE" DU SIÈGE DE L'UNESCO

Le choix de Fontenoy relaté
par Jean Thomas

Georges Poussin

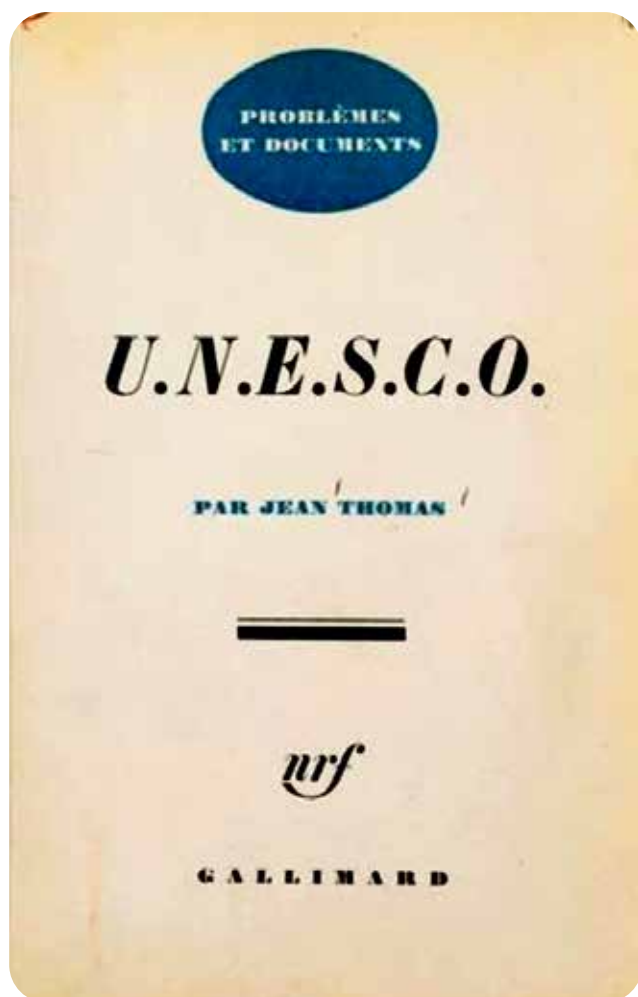
**Ancien chef de la Section des industries créatives
pour le développement et ancien secrétaire général de
la Commission nationale française pour l'UNESCO.**

Jean Thomas (1900-1983), après avoir participé comme sous-secrétaire à une des commissions préparatoires, est, en 1947, directeur du département des affaires culturelles de l'UNESCO avant d'être nommé sous-directeur général. Quelque temps après sa retraite, il sert les destinées de la Commission française, en qualité de Président, très respecté, jusqu'en 1979. C'est dès 1962 que cet homme de lettres, d'une grande finesse d'esprit, publie, aux éditions Gallimard, un essai intitulé simplement « U.N.E.S.C.O. ». On mettait alors souvent des points entre les lettres. Celui-ci retrace en 296 pages la jeunesse de l'Organisation, ses difficultés de croissance, les principaux problèmes qu'elle a dû surmonter et,

de l'avis de l'auteur, ceux auxquels elle sera appelée à faire face. Cet ouvrage est depuis longtemps épuisé malgré sa réédition mais on peut toujours en retrouver gratuitement le début sur le site Gallica de la BnF et l'intégralité en s'inscrivant sur celui-ci. Pour en donner un avant-goût, voici un extrait du premier chapitre relatif à la création du bâtiment du Siège, place de Fontenoy :

Un choix judicieux

« Le bâtiment de béton et de verre où [l'Organisation] s'est installée en 1958 a sans doute plus fait pour la renommée de l'UNESCO en France que tout le travail qu'elle avait accompli au cours des douze années précédentes. Tant qu'elle campait dans un hôtel désaffecté, où plusieurs administrations civiles et militaires s'étaient déjà succédé et sur lequel planait encore le souvenir de l'occupation étrangère, cette institution internationale ne semblait guère assurée de son avenir et le public avait quelque raison de suspendre son jugement. Mais du jour où l'on vit s'élever ces puissants pilotis et ces murailles sévères, la presse, les promeneurs, l'opinion se crurent obligés de prendre parti. Un événement d'importance se préparait, qui allait modifier la physionomie de Paris. On avait longtemps hésité sur le choix de l'emplacement. Au quartier de l'École militaire beaucoup de gens préféraient la porte Dauphine ou le rond-point de la Défense, qu'ils estimaient mieux accordés au futur urbanisme parisien. Les plus résignés souhaitaient que, s'il fallait subir les audaces de l'architecture moderne, cela se fit du moins à l'écart des grandes perspectives monumentales qui font l'orgueil de Paris. La décision de se fixer à la place Fontenoy fut pourtant un acte de sagesse. Il fallait que l'UNESCO s'implantât au cœur de la ville, à proximité des hauts lieux de son passé, des centres de sa vie administrative



et culturelle, en un endroit où elle fût aisément accessible aux visiteurs et aux simples curieux, où elle pût déployer au regard de tous l'emblème bleu et blanc des Nations Unies et les drapeaux de ses États membres. Paris ne devait pas avoir honte de l'UNESCO et l'UNESCO avait le devoir de contribuer à l'embellissement de Paris. Cela ne se fit pas sans résistance ; de dures campagnes, dont la mauvaise foi n'était pas toujours exempte, furent menées dans la presse et jusqu'à l'étranger contre un projet prétendu attentatoire aux nobles proportions de l'École militaire et du Champ-de-Mars(...). Mais, quand tout fut achevé, le succès ne tarda pas à justifier cette audace ; l'opinion parisienne a adopté le bâtiment de l'UNESCO dont elle constate désormais qu'il a doté Paris du seul ensemble architectural digne de notre époque*. Les visiteurs y affluent, français ou étrangers. Entre le Louvre, Notre-Dame et la tour Eiffel, l'UNESCO fait désormais partie du circuit touristique de Paris. Il se trouvait que la ville réputée capitale intellectuelle du monde était bien mal équipée pour recevoir de grandes assemblées internationales. Le bâtiment de la place Fontenoy, avec ses nombreuses salles de dimensions variées, ses installations d'interprétation simultanée, ses studios de radiodiffusion et de télévision, est venu fort à propos pour combler cette lacune. Ouvert à des congrès, à des expositions et même à des concerts, le voici désormais en mesure de contribuer au rayonnement culturel de Paris ; l'UNESCO aide ainsi la France à mieux s'acquitter de sa mission, c'est ce que l'opinion n'a pas été longue à comprendre et à apprécier. »

Un symbole de la coopération internationale en action

« Il avait été convenu qu'à chaque étape de la construction, de l'équipement et de la décoration, on ferait appel à des artistes et à des entreprises choisis dans le monde entier. Les plans et leur mise en œuvre furent confiés à trois architectes de nationalités différentes. D'autres architectes, venus de cinq pays, formèrent le comité qui eut à se prononcer sur le projet. Si, comme de juste, on a pris sur place les entreprises chargées du gros-œuvre, en revanche les matériaux légers, les objets d'équipement, l'appareillage électrique ou sonore affluèrent de toutes parts. Douze États se sont réparti la charge de décorer et de meubler les salles de réunion. Quant aux artistes qui ont reçu commande des peintures, des sculptures, des mosaïques et du jardin japonais, on s'efforça de les choisir dans divers pays et diverses tendances de l'art contemporain. Sur ces artistes et sur leur ouvrage l'opinion n'a certes pas manqué de se

diviser ; mais quelle est l'œuvre d'art de notre époque qui ait encore réalisé l'unanimité ? Le tumulte qui s'est fait autour de l'immense panneau de Pablo Picasso n'aura été qu'un épisode dans la longue suite des scandales qui ont assis la gloire du plus illustre des artistes vivants. Le plus surprenant, c'est que tant de contributions, personnelles ou collectives, reçues de tant de points de l'horizon politique et culturel de notre temps, aient réussi à s'intégrer dans un édifice pourvu d'une telle unité. Il y a fallu beaucoup de fermeté de la part des auteurs du projet, des maîtres d'œuvre et de leurs conseillers. Mais enfin la coopération internationale a prouvé que même dans une entreprise aussi audacieuse et sur un terrain aussi dangereux que celui de la création artistique, elle était capable de parvenir à son but ; ce ne sera peut-être pas le moindre mérite de l'UNESCO que d'en avoir donné au monde la démonstration. »

Reconnaissons que, jusqu'à aujourd'hui encore, le bâtiment de Fontenoy qui a accueilli des œuvres nouvelles du monde entier et a été le lieu de rendez-vous internationaux majeurs, au-delà même de ceux de l'Organisation, de ses organes directeurs et de ses initiatives culturelles, a largement tenu ses promesses.

** La Maison de la Radio ne sera inaugurée qu'en décembre 1963.*



SCIENCES SOCIALES ET UNESCO

**Cold War Social Science
(transnational entanglements)**
Edited by Mark Solovey & Christian
Dayé. (Ed. Palgrave Macmillan, 2021)

**Wolfgang Vollmann, ancien directeur du Bureau
de Dhaka (Bangladesh)**

Le titre du livre nous renvoie à une situation post-guerre mondiale, douloureuse pour beaucoup, mais aussi pleine de promesses. Peut-être bien lointaine pour certains lecteurs, il est opportun d'en rappeler les faits les plus marquants, plus particulièrement dans le domaine des sciences sociales.

Le récit du livre est réparti sur douze chapitres (autant d'auteurs), dans lesquels les auteurs essaient de cerner la re-fondation des sciences sociales dans l'après-guerre, en Europe occidentale et en Amérique du Nord. En même temps, les auteurs présentent la situation des sciences sociales dans les pays du bloc « soviétique » c'est-à-dire en Europe de l'Est, comme dominée exclusivement par « l'analyse marxiste-léniniste » basée sur le matérialisme historique et dialectique ; des analyses marxistes étaient

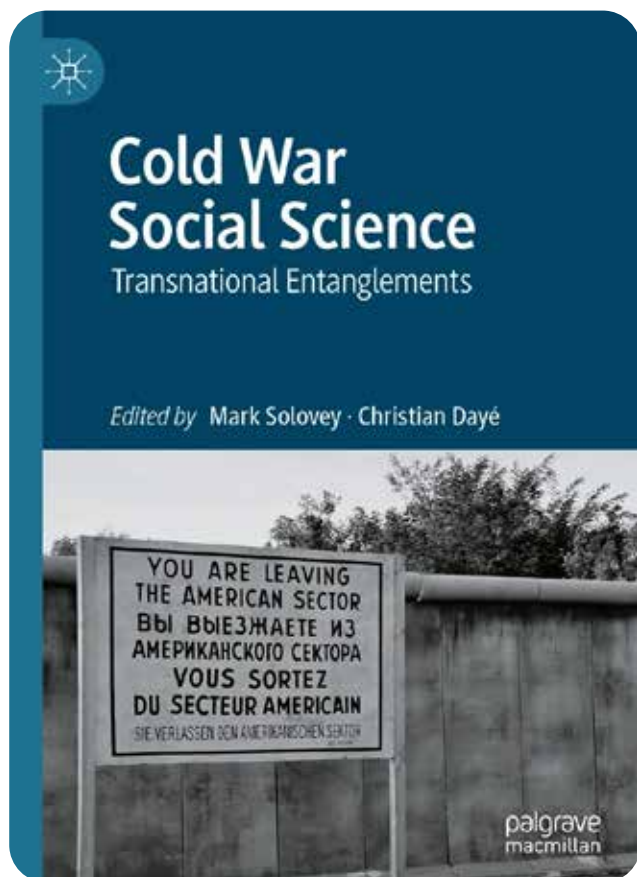
souvent reprises par des mouvements de libération nationale ou de guerre anti-coloniale dans le reste du monde.

La guerre froide : un espace-temps qui a du mal à se définir ; néanmoins le discours des auteurs trace les contours d'une possible définition, dans un sens historique, politique et économique.

Ce livre, dans son approche historique, revient sur le développement considérable des sciences sociales dans le monde occidental, que ce soit avant la fin du XIX^e siècle et les débuts des premières théorisations de l'action humaine par Weber, Durkheim, Frazer, Bastian, mais aussi Marx et Engels. Un chapitre est consacré à la situation des sciences sociales entre les deux guerres mondiales où il y a eu un formidable essor de la théorisation de l'action humaine, marqué par des auteurs comme Boas, Linton, Kluckhohn, Lévy-Strauss, Mauss et bien d'autres !

Ayant posé les bases de leurs réflexions, les auteurs reviennent sur le sujet central du livre pour constater que « le développement des sciences sociales, comme beaucoup de champs d'investigations, est intimement connecté avec les origines et la conduite de la guerre froide. » Les différents textes du livre soulignent immédiatement l'importance du rôle joué par l'UNESCO, notamment par le très dynamique travail de la sociologue suédoise Alva Myrdal, qui fut la première directrice des sciences sociales (1950-1955).

Ses initiatives, dans un contexte post-guerre et bientôt post-colonial, marqué par de nombreuses guerres de libération nationale (Indochine, Afrique, Cuba), visaient à réunir les associations et les penseurs du monde appelé « libre », mais qui pâtissaient d'une apparente faiblesse de l'outillage scientifique des sciences sociales, sans parler des effets multiples de la guerre froide.





Dans ce moment post-guerre, les sciences sociales (à l'UNESCO) furent bien comprises comme un formidable outil d'analyse des causes de la guerre, afin d'encourager, à titre préventif, la coopération internationale. Les DG Aldous Huxley et Jaime Torres Bodet se plaçaient dans cette perspective. Le grand sinologue et chimiste Joseph Needham, alors directeur du département des sciences naturelles à l'UNESCO, voulait aller plus loin et créer le principe de périphérie des sciences naturelles et des sciences sociales (pour contrebalancer l'effet Amérique du Nord et Europe de l'Ouest) en établissant les premiers bureaux hors-Siège de l'UNESCO, des laboratoires internationaux et des conférences régionales. Ce fut le début des structures permanentes de l'UNESCO sur tous les continents. Alva Myrdal établissait ainsi « L'International Social Sciences Council », outil qui a survécu à la guerre froide et qui est toujours en fonction, maintenant que la guerre froide semble loin, et que de nouvelles frictions apparaissent.

Malgré l'omniprésence des sciences sociales américaines, Alva Myrdal s'efforçait d'élargir les thématiques d'investigations, et impliquer ainsi des chercheurs sur d'autres continents : elle établissait des bureaux de sciences sociales à Montevideo, New Delhi et à la Havane. Les auteurs nous informent aussi du dialogue soutenu par Alva Myrdal avec la pensée de Gandhi, dialogue dont le contenu semble, à votre serviteur, tout à fait pertinent sinon éclairant, surtout dans le

contexte actuel (2025 !).

Après avoir quitté l'UNESCO, Alva Myrdal obtient le Prix Nobel de la Paix en 1982, pour son rôle dans les négociations pour le désarmement.

Un chapitre central du livre décrit le rôle primordial des chercheurs américains dans l'étude des « area studies » et des minorités. Ainsi, dans un livre sponsorisé par l'UNESCO, « Minorities in the World », C. Wagley étudiait les mécanismes de l'assimilation et d'acculturation comme l'émergence d'une nouvelle culture. Une problématique réelle et largement discutée aux États-Unis, mais très peu ailleurs.

À la lecture de ce livre, foisonnant d'informations concernant le développement des sciences sociales dans le temps trouble et tendu de l'après-guerre, le lecteur est informé (dans le chapitre 12) des théorisations de l'économie planifiée (URSS), du marché libre et du rôle des sciences sociales. A ce titre, l'auteur cite J. Habermas, qui déjà dans les années 1950, qualifiait les catégories marxistes comme « l'exploitation » et « la lutte de classe » comme peu opérante dans l'analyse des maux du XX^e siècle, la guerre et l'après-guerre. Ensuite, et en contrepoint, les auteurs présentent une analyse fouillée des concepts théoriques nés peu après-guerre, comme le concept du « New Left » en Angleterre, et autres théories élaborées par H. Marcuse et les épigones de l'école de Francfort (Adorno, Horkheimer, etc.).

Un dernier chapitre est consacré à la théorisation des concepts comme « la société des savoirs », développé par F. Hayek et surtout par Karl Popper. Des concepts présentés ici comme l'expression d'une volonté d'établir le concept universel de la liberté de pensée et d'action afin de contrecarrer les idées d'un marché planifié, et par conséquent d'une pensée unique, comme ce fut le cas dans les pays de l'est de l'Europe.

Ce dernier chapitre examine en particulier la pensée de Karl Popper, dont le livre majeur s'intitulait d'ailleurs « The Open Societies and their enemies », à lire et re-situer dans le contexte tendu de la guerre froide. Mais ce livre va bien au-delà de cette époque, et les auteurs ne se privent pas de signaler l'énorme signification de la pensée Popper au regard de l'illusion persistante de la fin supposée de la guerre froide. La pensée politique actuelle continue de se nourrir des idées de Popper, c'est-à-dire la place des savoirs et des connaissances au centre de toute société, comme l'a signalé par ailleurs un article récent paru dans le *Monde des livres* daté du 6 janvier 2025.

SPORT ET PAIX À L'UNESCO

Le sport comme vecteur de paix à l'UNESCO

**Marie José Lallart, ancienne fonctionnaire de
l'UNESCO, présidente de l'association « Les Maillons
de l'espoir »**

Des jeunes filles et jeunes garçons blessés par la vie, orphelins, enfants soldats, garçons ou filles violés, albinos persécutés pour sorcellerie... Voilà les personnes, voilà nos amis, voilà nos cœurs. Notre objectif était leur réhabilitation dans le projet « Espérance et solidarité autour d'un ballon » de l'UNESCO.

Tout a commencé avec la demande de l'ONG libanaise « Offre joie » venue nous solliciter, Arthur Gillette, alors directeur de la jeunesse, et moi-même, nous expliquant qu'après dix-sept ans de conflit, il serait important d'organiser des rencontres entre les jeunes de différentes communautés afin de consolider, grâce à des tournois de football, la paix naissante. Elle demandait simplement du matériel sportif, notamment des ballons. Avec quelques stagiaires nous avons récolté des centaines de ballons. Nous avons réussi à partir au Liban où la distribution a remporté un succès extraordinaire, très symbolique car, grâce au jeu, des amitiés se sont installées, une forme de culture de paix.

De retour à l'UNESCO, une lettre attendait sur mon bureau, émanant d'un camp de réfugiés en Guinée. Encouragés par notre premier succès, nous avons donc organisé à Conakry une distribution de matériel sportif à l'occasion de rencontres sportives permettant un échange direct avec des jeunes réfugiés du Sierra Leone. Nous étions partis avec un avion de l'armée française accompagnés d'une journaliste du journal *L'Équipe*. Nous étions enthousiasmés par la possibilité qu'offraient ces activités sportives d'œuvrer pour la paix. Le directeur général, Federico Mayor, nous a demandé de mener une opération analogue dans la région des Grands Lacs en Afrique pour œuvrer à l'unité des pays de la sous-région.

A Kinshasa, j'ai été frappée de voir errer dans les rues des hordes d'enfants pieds nus et couverts de haillons, qu'on appelait les shégués, ainsi que des essaims d'enfants dits sorciers qui ne voulaient pas parler avec les shégués. La situation de ces enfants et adolescents m'a interpellée. Nous nous sentions responsables de l'injustice

et de l'indignité de ces situations. Nous avons donc décidé de réorienter nos actions en direction des enfants de la rue, en grande vulnérabilité.

« Espérance et solidarité autour d'un ballon », ce projet a souvent été un vecteur puissant de paix et d'apprentissage du « vivre-ensemble ». En effet, le sport collectif permet de tisser des liens dépassant les rivalités et les clivages communautaires, religieux, politiques, économiques ou sociaux. Dans certains pays où les oppositions ethniques peuvent être dramatiques, l'organisation de rencontres sportives permet aux enfants de redécouvrir des valeurs telles que la solidarité et la fraternité. Ainsi, à Kigali, les enfants crient « Amahoro » (paix) à l'issue des tournois de football et, au Sri Lanka, les trois communautés (Tamoul, Sinhala et Musulmanes) purent se retrouver autour d'activités sportives promouvant une culture de la paix, de l'amitié et de la compréhension.

Le sport fait plus qu'apporter du bonheur aux enfants de la rue : en leur apprenant des règles basiques de sociabilité et en promouvant une culture de la paix, il crée les conditions nécessaires





au bon développement des enfants et à leur réintégration dans la société. A terme, il peut leur permettre de retrouver un chemin adapté vers l'école.

Le sport mérite d'avoir une place d'honneur comme outil pédagogique. D'une part pour préparer les jeunes à s'alphabétiser et à apprendre un métier, mais aussi pour permettre aux jeunes filles abusées sexuellement comme arme de guerre, au Congo, et dans beaucoup de pays en guerre ou en post-conflits, de se reconstruire et de s'émanciper. Oui, le sport est éducation, la plus concrète, la véritable : celle du caractère et parfois de la reconstruction.

C'est ainsi que nous avons mené des opérations à Madagascar pour soutenir l'éducation non formelle par la méthode Asama, qui permet en l'espace de dix mois à un enfant qui ne sait pas lire de passer son certificat d'étude. Les apprentissages de base sont indispensables pour mener ces enfants vers un enseignement professionnel et les sortir de la précarité.

Des sportifs de toutes les disciplines ont accepté de soutenir nos actions, Paolo Cesar au Brésil, Mahyar Monshipour en Iran, Marie-Josée Perek au Rwanda, Christian Karembu au Togo.

Il était à l'époque assez simple pour l'UNESCO, qui bénéficiait d'une belle notoriété, d'obtenir des centaines de ballons, de shorts et de T-shirts que nous pouvions distribuer à l'appui de nos actions sur le terrain.

Avec mon départ à la retraite de l'UNESCO, ce programme a été abandonné. Aussi j'ai décidé de le poursuivre avec la création des « Écoles de l'Espoir », association devenue ensuite « les Maillons de l'Espoir ». Depuis 2014, avec le Dr Denis Mukwege, Lauréat du prix Nobel de la paix en 2018, et notre parrain, le footballeur Sidney Govou, nous menons un projet à Bukavu, en RDC, pour les filles survivantes du viol comme arme de guerre. Nous finançons la scolarité et une

formation professionnelle, couture, savonnerie, etc. ainsi qu'à se réapproprier leur corps par le biais du sport : elles sont particulièrement attirées par le football et le karaté. Elles repartent dans leur village avec une formation et une machine à coudre qui leur permet d'assurer leur autonomie financière et de regagner le respect de leur entourage.

Ainsi, sur place, Zawidi a été sollicitée pour faire partie de l'équipe de football. Elle s'est mise à courir sans contrainte, à récupérer la balle, à la contrôler plus ou moins bien en la caressant sur les côtés avec ses baskets, puis à lui donner un coup de pied de toutes ses forces comme si elle frappait le mal qu'elle ressentait en elle et le mal qui lui a été fait. Alors qu'elle voyait ce ballon foncer vers le gardien et s'écraser dans la cage de but, elle a ressenti, tout d'un coup, comme un énorme soulagement, une totale libération, sa douleur devenait passagère un instant. Zawidi a réussi grâce au football à devenir une nouvelle « guerrière ». Celle qui, avec ses amies, a décidé de gagner tous les matchs de sa vie et ceux qu'elles disputent avec les filles de la ville de Panzi.

Pour les personnes en situation d'albinisme, que nous soutenons au Burundi afin de leur éviter d'être des objets de la sorcellerie, il est organisé sur place, grâce à un coach exceptionnel, des tournois de football dans lesquels elles jouent en équipes mixant jeunes issus de clubs, de la rue, et bientôt les pygmées.

"Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix" disent les premières lignes de l'Acte constitutif de l'UNESCO. Le sport permet d'élever les défenses de la paix puisque les jeunes se dépensent contre le mal qu'ils, qu'elles subissent, s'affrontent avec un respect des règles, apprennent à se comprendre et se connaître. En se connaissant, ils se voient différemment et acceptent leurs différences avec bienveillance.



TCHERNOBYL ET L'UNESCO

Programme UNESCO Tchernobyl :
Les Centres de Développement
Communautaires et de réhabilitation
psychologique et sociale.

Bruno Lefevre, coordinateur du Programme UNESCO
Tchernobyl, 1990-1996.

"Demain est toujours trop tard."

Federico Mayor

*A l'occasion du 80ème anniversaire de l'UNESCO...
En hommage à toutes les personnes qui, petites
ou grandes, se sont associées pour créer la chaîne
de compétences et de solidarité qui a fait des
Centres de Développement Communautaires et de
réhabilitation psychologique et sociale de l'UNESCO
un vrai succès.*

L'idée à la base du Programme UNESCO
Tchernobyl émergea d'une demande de
l'Ambassadeur de l'URSS, Vladimir Lomeiko, en
avril 1990, faite au directeur général de l'UNESCO
d'apporter l'aide de l'Organisation pour pallier
les conséquences de la catastrophe dans ses
domaines de compétences.

Un programme spécifique, qui allait mobiliser
toute l'Organisation, fut développé pendant
toute l'année 1990, en étroite coopération avec
les secteurs. Son « Cadre général » fut signé le
9 janvier 1991 entre les ambassadeurs, délégués
permanents de la Fédération de Russie, du Bélarus
et de l'Ukraine et le directeur général. Il comportait
une partie placée dans le cadre du Programme
régulier, mis en œuvre par les secteurs sous la
responsabilité des ADGs, et une autre développée
sur fonds extra-budgétaires, par un secrétariat
spécial, sous la responsabilité d'un coordinateur,
secrétaire général du Comité directeur, comité à
qui des comptes étaient rendus annuellement et
qui les approuva toujours.

Sur les trente projets qui furent financés et mis en
œuvre, la Création des Centres de Développement
Communautaires (CDC) fut la plus importante
et permit d'atteindre l'objectif central visé par
le secrétariat du Programme : apporter dans
les meilleurs délais une aide aussi efficace et
aussi importante que possible aux populations,
concrètement, sur le terrain.

Le Programme avait en effet rapidement identifié
qu'au-delà de la catastrophe technologique et
sanitaire que l'accident avait engendrée, les
problèmes les plus importants et reconnus comme
tels par les trois républiques (et par l'OMS) étaient
ceux liés à ses impacts sociaux et psychologiques
et, entre autres, les suivants :

Une population souffrant d'une
profonde détresse, résultat direct
de l'accident ;

Un public suspicieux, effrayé, dépendant
et totalement sous-informé, incapable
d'exprimer ses inquiétudes ;

Des communautés complètement disloquées et
cherchant leur identité locale et culturelle ;

Des économies locales progressivement
incapables de garantir le plein emploi ou la
pratique des activités traditionnelles de survie
(jardinage, artisanat, petits commerces) ;

L'analyse avait enfin permis d'identifier des
problèmes qui préexistaient à la catastrophe et
qu'il était nécessaire de prendre en compte.

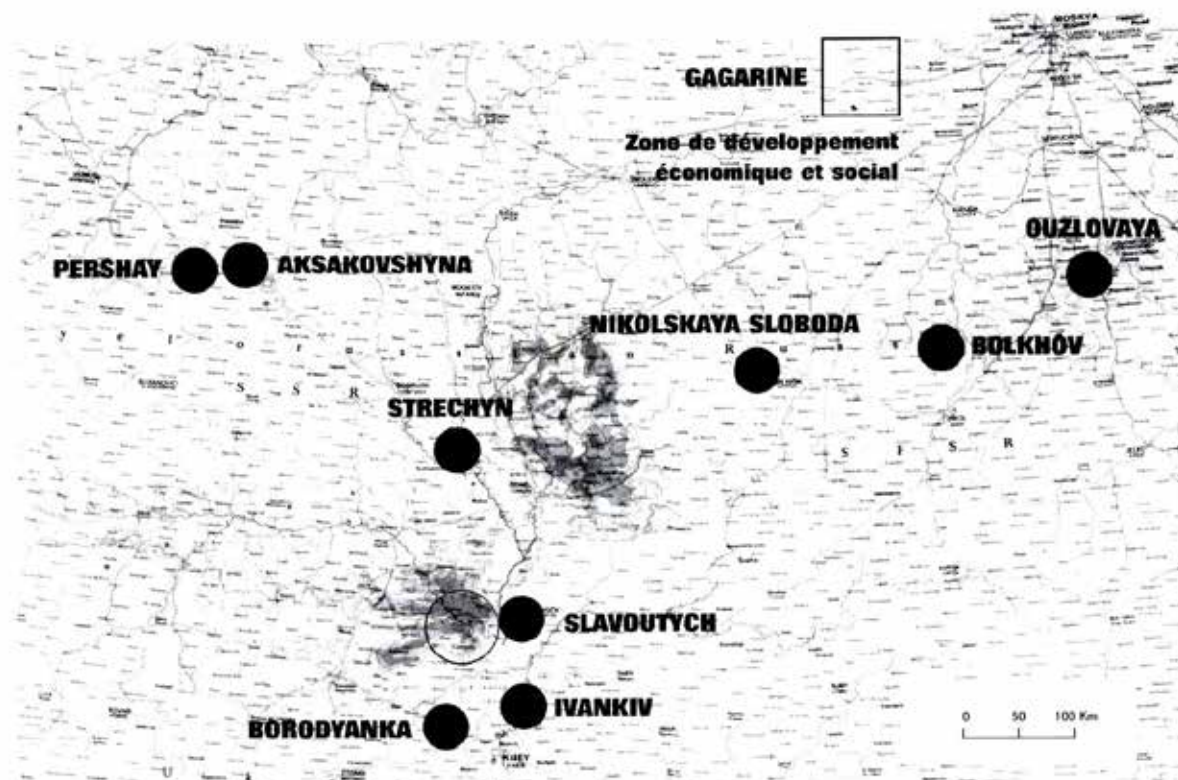
Pour répondre à ces besoins, et après analyse
des options existantes, l'équipe du Programme
a proposé aux autorités nationales des trois
pays de créer des structures communautaires
susceptibles d'apporter, dans les villages de
réimplantation des populations concernées, des
lieux qui contribueraient à recréer le tissu social
et où seraient fournis les services professionnels
nécessaires : le concept des premiers Centres de
Développement Communautaires (CDC) était ainsi
créé.

Il est intéressant de noter qu'en réfléchissant à
cette formule, nous avons cherché quel pourrait
être un terme en russe ou en ukrainien qui
puisse traduire le vrai sens d'un tel projet. C'est
finalement celui de paroisse qui revint le plus dans
cette recherche. Le terme « Centre de confiance »
prévalut finalement.

Alors qu'au début, l'idée des CDC avait fait
l'objet d'une confiance de principe de la part des
autorités soviétiques qui appréhendaient mal la
stratégie proposée, à l'ouverture des premiers
centres, tout le monde a aimé ce qu'il a vu et les
autorités furent convaincues que la solution
proposée répondait à de nombreux besoins
identifiés ; voir c'est croire, et le principe des
centres fut définitivement adopté.

De trois centres initialement approuvés, neuf

Centres de développement communautaire pour la réhabilitation sociale et psychologique des victimes



furent finalement demandés, rapidement financés par nos fidèles sponsors et mis en service, trois dans chaque république (voir carte). Du fait du succès rencontré et notre bonne mise en œuvre, le Programme UNESCO Tchernobyl était en effet devenu le canal des contributions de plusieurs sources de financement pour Tchernobyl.

En Russie : Nikolskaya Sloboda, ouvert en novembre 1994. Ouzlovaya, ouvert en novembre 1994. Bolkhov, ouvert dans des locaux temporaires en 1993, attendait encore en 1996 de s'installer dans ses locaux définitifs.

Au Bélarus : Aksakovshina, dans la clinique de médecine nucléaire qui traite essentiellement des enfants. Strechyn, ouvert en octobre 1994. Pershay, ouvert en octobre 1994.

En Ukraine : Borodyanka, ouvert en novembre 1994. Slavoutich, ouvert en février 1994. Ivankiv, ouvert en mai 1994.

En 1997, tous les centres étaient créés et fonctionnaient, sept sur neuf dans leurs locaux définitifs. Quatre centres furent inaugurés en 1994 par Adnan Badran, DDG, lors de sa visite dans la région. Il nota à ce propos « *La chaleur de la réception qui nous a été faite par des milliers de personnes de tous les âges a été particulièrement émouvante* ». "Nous ne sommes pas oubliés" semblaient-ils dire et il ajouta "comme un ministre

l'a bien dit « C'est la contribution qui va le plus au cœur du peuple de Tchernobyl ; il touche les gens à la base, chacun peut le ressentir. L'UNESCO a fait un bon travail, un travail aux résultats visibles » ».

L'objectif des centres était donc de créer et d'animer des lieux où les habitants trouvent naturellement une raison de venir, de bénéficier des services proposés, de participer au processus de décision collectif et à la gestion. Pour les communautés, c'était le moyen de développer des liens de solidarité qui aient un sens, une vraie efficacité et donc progressivement un plus grand pouvoir de décision pour reprendre le contrôle de leur vie.



Adnan Badran, Directeur général adjoint de l'UNESCO, inaugurant les Centres de développement communautaire en novembre 1994

Les activités des centres. Un tour rapide des activités qui furent proposées donne une idée de la vie des centres pendant la durée du Programme.

Chaque centre avait une salle d'activités bien pourvue en jeux éducatifs, matériels de peinture, etc. Elle était librement ouverte aux enfants et les psychologues pouvaient l'utiliser pour leurs consultations.

Les parents venaient au centre pour y déposer leurs enfants. Ils s'attardaient le temps d'une conversation autour d'une tasse de thé... et revenaient souvent seuls pour parler de leurs propres problèmes.

Des activités éducatives et sportives étaient aussi organisées. Un programme spécial de musique joua un rôle croissant dans les centres. "Musique espérance", ONG créée par Miguel Angel Estrella, célèbre pianiste argentin, y proposa un programme important et fournit le matériel nécessaire.

Les activités d'information du public furent un pas important vers la prise en charge de l'individu par lui-même. Les habitants trouvaient dans le cadre de ces activités une information honnête et fiable sur la catastrophe et ses conséquences, mais aussi sur nombre de sujets qui pouvaient les intéresser. Tous les centres éditérent un bulletin d'information destiné à la collectivité locale.

Formation des psychologues et des travailleurs sociaux. En 1996, les centres employaient 150 personnes dans les trois pays concernés dont 40 psychologues.

Ce personnel reçut, depuis la création du programme, une formation intensive qui a constitué un poste de dépenses important tant en temps passé qu'en ressources humaines et financières. C'est l'une des réussites du programme et des personnes qui ont mené ces tâches. Luba Horich, psychologue expérimentée parlant russe et ukrainien, recrutée sur fonds canadiens, initia le recrutement et les premiers programmes de formation des psychologues des centres. Cette contribution établit dès le début cette partie du programme sur des bases solides. Ce travail fut ensuite poursuivi par l'Université catholique de l'Ouest, le tout sous



Les fêtes favorisent le sentiment d'appartenance à une communauté

la supervision et la participation active d'Oxana Garnet, psychologue elle-même, responsable de notre bureau à Kiev. Les centres disposèrent ainsi toujours du meilleur personnel possible. En 1997, le programme de formation du personnel restait cependant une priorité et une supervision internationale était encore nécessaire. Mais, déjà, les autorités nationales d'une part souhaitaient créer quatre nouveaux centres pour lesquels elles demandaient l'assistance du Programme UNESCO Tchernobyl. Elles envisageaient d'autre part d'avoir recours au personnel des centres existants pour participer à la formation du personnel des nouveaux centres. C'était une reconnaissance évidente de la qualité du travail accompli.

Rôles des psychologues et travailleurs sociaux. Ils concevaient les programmes d'activités, fournissaient les services dans leurs domaines de compétence et l'un d'eux assurait, vers l'extérieur, les relations avec leurs formateurs, avec les experts qui apportaient leur soutien aux centres, ainsi que les relations avec l'administration et l'UNESCO.

Les psychologues offrirent de nombreux services, individuels et collectifs de première importance à la population : conseils aux personnes individuellement et en groupe avec une attention particulière aux enfants et aux familles ainsi que des consultations approfondies pour diagnostiquer et pallier les cas pathologiques identifiés au cours des activités du centre ou au cours de consultations spécifiques.

Les centres offrirent enfin un lieu de réunions de groupes de soutien entre personnes d'une communauté rencontrant les mêmes problèmes : alcoolisme, dépression, maladie, échec scolaire, délinquance, qui constituaient des préoccupations courantes dans les communautés. Ces groupes trouvèrent auprès des psychologues et des travailleurs sociaux des centres une animation si nécessaire, mais toujours un appui et des conseils lorsqu'ils le souhaitaient.

Fonctionnement du Programme. Le Programme a bénéficié de l'appui total de Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, relayé par C.L. Sharma et Eduardo Portella (DDG), puis par Adnan Badran (DDG) et, dans les pays, par des plus hautes instances de l'URSS puis des trois républiques touchées par la catastrophe. Au Siège, les délégations jouèrent un rôle essentiel de relais.

Le Programme était supervisé par un Comité directeur qui s'est réuni tous les ans et auquel le Secrétariat rendait systématiquement des comptes détaillés sur la progression du Programme.

Secrétariat et partenaires extérieurs. Le secrétariat du Programme était composé du coordinateur, du secrétaire général du Comité directeur et de deux postes tenus par Martine Bousquet et Denise Armand. Il a rapidement été étayé par deux consultants spécialistes : le regretté Hans Kaltenecker, qui a brillamment assuré le développement des financements extra-



*Les activités de plein air contribuent
au succès des centres*

budgetaires auprès des institutions concernées, et Sacha Rybkine, russophone, qui était responsable des liaisons avec les instances nationales et chargé de projets. Ils furent tous les deux, auxquels vint s'ajouter Florence Duculot de novembre 1993 à juin 1996, essentiels au bon développement du Programme et ont été des collègues exceptionnels.

Bureau de Kiev. C'était l'extension du Secrétariat sur place, sous la responsabilité d'Oxana Garnet, psychologue elle-même, qui assurait avec grande compétence la coordination au jour le jour des activités des centres et servait de base arrière.

Des partenaires externes importants se sont progressivement greffés à titre bénévole à l'équipe initiale :

Pierre Villeminot et Bruno Laplane du Cabinet d'architectes Agence d'Architecture des Gobelins (AAG) prirent en charge les projets architecturaux des centres et la supervision des travaux avec leurs collègues sur le terrain, mais aussi le développement de plans de maisons préfabriquées.

L'Université Catholique de l'Ouest (UCO), à l'initiative de Marie-Thérèse Neuilly, directrice de l'Institut de Psychologie et de Sociologie Appliquées (IPSA), assura jusqu'à la fin la poursuite de la formation des psychologues des centres et, en 1996, la parution d'une publication scientifique : Les centres communautaires de réhabilitation psychologique de l'UNESCO. Tchernobyl, 10 ans après, Cahiers de l'IPSA, numéro spécial UNESCO-UCO (Avril 1996).

Le Programme bénéficia enfin de la rotation d'une centaine de stagiaires de l'UNESCO sur la durée du Programme. Ils/elles furent à l'origine du succès de plusieurs projets culturels qui, sans eux, eurent été impossibles.

Au Bélarus, dans la Fédération de Russie et en Ukraine, les ministres des situations extrêmes supervisaient l'ensemble du dispositif dans chaque pays et étaient les autorités nationales auxquelles le coordinateur du Programme rendait compte lorsqu'il venait sur le terrain pour faire le point avec chaque centre (environ tous les deux mois) et à qui il présentait les nouveaux projets, exprimait les besoins du Programme et prenait

note des demandes qu'ils pouvaient formuler.

Financement du Programme. L'UNESCO apporta un financement important au Programme (en tout, 1.2 millions environ).

Les fonds extra-budgétaires nécessaires pour le reste du Programme furent collectés - environ 8 millions estimés - de la manière suivante : **pour la création des Centres de Développement communautaire** : Deutscher Caritas-Verband, 1 centre ; Diakonisches Werk der EKD, 3 centres ; UNICEF, 4 centres ; UN Chernobyl Fund 1 centre. CCFD, l'Ambassade de Suisse, fournirent des minibus WW décommissionnés de l'armée et remis en état pour motoriser les centres. Le Canada, mit à disposition, pour une période de deux ans, Luba Horich pour la formation des psychologues ainsi que des États membres (Pays-Bas et Canada) pour la période post-1996.

Lors de concerts organisés par le secrétariat du Programme avec la participation de grands artistes. Tous les concerts firent salle comble et rapportèrent des recettes. Par exemple, le récital de Montserrat Caballé organisé à l'occasion des Jeux olympiques d'Albertville (1992), le récital à l'Opéra de Lyon donné par Miguel Angel Estrella et le récital organisé à l'occasion de son anniversaire par Montserrat Caballé, Opéra de Paris, (Pâques 1993)

Notons qu'outre la collecte de fonds, ces programmes contribuèrent à diffuser une image positive de l'UNESCO là où ils étaient organisés. Ils rappelaient en outre au public et dans la presse les impacts de la catastrophe sur les populations concernées.

Enfin, des fonds furent collectés par la vente des Médailles de Tchernobyl et de boutons en email de Pierre Cardin qui furent longtemps vendus à la boutique de l'UNESCO. Ce dernier fit une contribution financière au Programme et offrit son hospitalité lors de la réunion d'un Comité directeur.

De leur côté, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine fournirent bien sûr les fonds les plus importants. Ils assurèrent la logistique du programme dans chaque pays de manière parfaite. Pour la création des centres, ils réhabilitèrent ou construisirent (Slavoutytch) les centres sur la base des dessins d'architecte fournis par AAG en coopération avec les responsables locaux. Ils assurèrent enfin le paiement du personnel national. Le respect des



Les psychologues travaillent avec de petits groupes



Centre d'Ouzlovaya (Russie)

accords signés fut total et nous leur avons toujours été reconnaissants.

Conclusion. Dans le cadre du Programme, les secteurs ont mis en œuvre, sous la responsabilité des ADGs, les projets prévus dans le 26 C/5. Plusieurs ont abouti à des résultats importants. Parmi ces derniers : la création du Chernobyl Ecological Science Network CESN (SCI/ECO), l'organisation du « Technical meeting on decontamination problems of 'Chernobyl' archives » (PGI) et l'organisation du « Workshop on the Hydrological impact of nuclear systems » (SC/HYD).

En ce qui concerne les centres de développement communautaire, l'évaluation externe réalisée en 1997 à la demande du directeur général établit, dans ses conclusions générales :

« les efforts de l'UNESCO, par le biais du Programme... sont pleins d'à-propos par rapport aux besoins des victimes de Tchernobyl » ce qui avait été exprimé ailleurs ainsi : « la concentration du programme avait été mise de manière appropriée sur les dimensions humaines de la catastrophe, en particulier ses aspects psychologiques et sociaux... donnant ainsi à l'action de l'UNESCO sa pleine originalité ».

« Il est remarquable de constater que, dans le contexte très difficile et trouble de la période post-communiste, des activités d'aide aux victimes de Tchernobyl aient pu être organisées sans dérapage majeur. L'UNESCO a réussi à relever le défi et cela a été salué par les États membres concernés, les commissions nationales et le secrétaire général des Nations Unies dans son rapport à la 50ème session de l'Assemblée générale en soulignant que « l'un des projets les plus respectés et les plus prisés est le Projet des Centres communautaires de Développement de l'UNESCO (...) »

« Le projet des neuf Centres... touche une population de près de 100.000 personnes » ... « Les centres sont appréciés sans équivoque par les bénéficiaires : Dans les localités où ils sont implantés, les gens assimilent les Centres à l'UNESCO. Ils disent ainsi volontiers « allons à l'UNESCO », donnant ainsi à l'Organisation une image attractive et innovante. » et par les partenaires : États membres bénéficiaires (Biélorus, Fédération de Russie et Ukraine), donateurs (Canada, Pays-Bas) et autres agences du Système des Nations Unies (UNICEF, PNUD,

UNIDO) »

« Parmi les effets indirects, il faut noter l'influence de l'activité des centres sur les curricula de psychologie et de travail social (Ukraine et Biélorus) et la reprise par les autorités russes du modèle pour créer deux nouveaux centres indépendants. »

« Le projet des centres a représenté un défi où l'UNESCO a réussi à se montrer une organisation innovante et efficace. L'intérêt majeur réside dans la « formule » qui permet à une population dans une situation de crise et de désarticulation de se recomposer. Agissant au niveau individuel et familial d'une part il permet d'affronter des problèmes sociaux, moraux et psychologiques. Constituant d'autre part des groupes et des interactions il permet de refaire un tissu social là où d'autres institutions sont absentes. »

Les ambassadeurs, délégués permanents de la Russie, du Biélorus et de l'Ukraine, avec qui nous avons travaillé main dans la main pendant cinq ans, écrivaient de leur côté au DDG le 10 juin 1996 : « nous voudrions réitérer notre satisfaction du niveau actuel de la coopération avec le Secrétariat du Programme ». « Le Secrétariat savait toujours trouver des solutions adéquates aux problèmes liés à la mobilisation des efforts de la communauté internationale... Il a réussi à harmoniser les aspects scientifique, culturel, éducatif et d'information du Programme ».

Le directeur général avait initialement décidé de clore le Programme en 1997. La taille de ce dernier, la satisfaction et les demandes répétées des États membres de le poursuivre et de l'étendre ainsi que sa complexité impliquèrent cependant qu'il se poursuive, dans des conditions rendues très difficiles, jusqu'en 2000 lorsque les derniers rapports furent remis. Il faut rendre un immense hommage à Alexandre Rybkhine qui reprit la gestion du Programme sous l'autorité administrative de B. Roubhan (SC/ENV/DR), à Hans Kaltenecker et à Marie Thérèse Neuilly d'avoir contribué dans ces conditions, chacun à leur manière, à la poursuite et à la clôture de ce dernier en transférant les centres et le personnel aux autorités nationales dans les meilleures conditions possibles.

Malgré les difficultés rencontrées et ses insuffisances inévitables, le Programme UNESCO Tchernobyl, en particulier par la création des Centres de développement communautaires, a atteint son but d'apporter dès que cela a été possible toute l'assistance mobilisable directement aux populations touchées par la catastrophe, sur le terrain.

En cela, le Programme a répondu aux attentes exprimées un soir du 11 avril 1990 par l'ambassadeur Vladimir Lomeiko et aux objectifs qu'avait fixés le directeur général, Federico Mayor, pour y répondre.

J'imagine que ce dernier, là où il se trouve, sourit doucement de ce succès que seules sa vision et sa détermination pouvaient rendre possible.

TÉMOIN DE L'UNESCO

Chico, ambassadeur de bonne
volonté de l'UNESCO,
et Témoin de l'Organisation

Odile Blondy

Djobi Djoba, Bambolo,
souvenez-vous...

J'ai dansé en lisant le livre
de Jahloul Bouchikhi, l'oriental
d'Arles, le fils de la Méditerranée,
né au sein d'une famille nombreuse,
aimante et soudée.

Surnommé Chico par ses copains gitans de
la cité HLM du quartier de Griffeuilles à Arles, il
devint ainsi gitan par assimilation.

Lui que les origines de sa famille maghrébine
appelaient à se tenir invisible, devint visible et
audible grâce à sa guitare, las palmas, à la rumba
flamenca. Il enflamma les salles du monde entier
avec son orchestre.

Jahoul qui passait les vacances familiales à
Hennaya et Tlemcen, ne manqua jamais le
pèlerinage des Saintes-Maries-de la Mer. Chico fit
danser St Tropez grâce à sa muse Brigitte Bardot
qui lui mit le pied à l'étrier. Quel parcours.

Le 9 mai 1996, Chico Bouchiki fut nommé
ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO pour
la Paix par Federico Mayor. La magie de la rumba
gitane opéra pour délivrer un message de paix aux
quatre coins du globe pendant vingt-cinq ans.

A l'annonce de la disparition de ce dernier, Chico
écrivit que « c'est lui qui m'a montré le chemin du
pardon et m'a encouragé à le promouvoir, je lui en
serai toujours reconnaissant ».



CHICO

SOUS LES ÉTOILES GITANES
MA VIE AVEC LES GYPSIES

Robert Laffont

FEDERICO MAYOR (1934-2024)

Un directeur général charismatique
Georges Kutukdjian
Président honoraire de l'AAFU

L'élection de Federico Mayor à la tête de l'Organisation en 1987 ne fut pas aisée. Il eut le soutien des lauréats de Prix Nobel de divers domaines et de scientifiques de renommée mondiale. Cet adoubement est très significatif pour sa direction de douze ans de l'UNESCO. Dix ans auparavant, alors qu'il était conseiller du président du gouvernement espagnol, Amadou Mahtar M'Bow, alors directeur général, lui proposa de devenir le directeur général adjoint. Un fait peu connu et passé sous silence, mérite d'être rappelé. A la fin des années 70, quelques États membres tentèrent une manœuvre afin que les Nations Unies lancent un programme d'envergure sur les sciences au service du développement. De manière évidente, le dessein était d'écarter l'UNESCO, ou de restreindre son programme au progrès des sciences fondamentales. La manipulation était adroite car les sciences exactes et naturelles et les sciences sociales et humaines étaient depuis les années 60 le véritable gouvernail des projets de développement. A tel enseigne, que feu le Premier ministre Yitzhak Rabin, dans un film dira plus tard : « La puissance d'un État ne réside plus dans le pouvoir de son armée ou de son économie, ni à la taille de sa population ou sa superficie, mais à sa capacité d'appropriation des sciences sous tous leurs aspects. »

Déjà en 1945, à la Conférence pour la création de l'UNESCO, le S de l'UNESCO fut controversé. Ce serpent de mer resurgissait. Le secrétaire général des Nations Unies était surpris par cette démarche. Amadou Mahtar M'Bow fut très astucieux : il confia à Federico Mayor (personnalité politique et scientifique reconnu) les pourparlers avec les principaux interlocuteurs pour désamorcer l'initiative considérée, aux conséquences néfastes pour l'UNESCO et incertaines pour les Nations Unies. Federico Mayor, en fin diplomate et en scientifique avisé, fut brillant et le danger, écarté, avec en contrepartie certains aménagements dans le programme scientifique de l'UNESCO.

Installation de Federico Mayor

Une ou deux semaines après son investiture, la première Conférence de presse de Federico Mayor était organisée dans la Salle du Conseil exécutif. Le Secrétariat attendait, à juste titre, de nombreux

représentants des organes de presse et des agences de presse, plus généralement des organes de communication. La publication en 1980 de « Plusieurs voix, un monde », connu sous le nom de Rapport MacBride, qui rendait compte des travaux de la Commission internationale pour l'étude des problèmes de la communication, avait provoqué une campagne de presse avec des accusations largement orchestrées par la Heritage Foundation, qui sévit encore de nos jours. Cette première Conférence de presse était capitale car les attaques contre l'UNESCO étaient incessantes. Je voulais être dans la salle pour entendre de mes oreilles et voir de mes yeux cet événement inaugural. La mise en scène était parfaite : Federico arriva à l'heure, il avait quelques feuillets et de sa voix chaude il brossa de manière incisive les projets qu'il avait pour le programme en matière d'information et de communication. Il répondit franchement, aux questions des journalistes, dont certaines étaient piégées. Ses qualités de rhéteur et son charisme opéra : à la fin tous les participants se mirent debout et applaudirent à tout rompre. Il avait emporté cette manche.

Sa prochaine étape fut de cimenter les relations, certes déjà solides, avec les organisations non-gouvernementales internationales et en particulier les grandes ONG dans les domaines de compétences de l'UNESCO. Son étape suivante fut d'établir des relations aussi apaisées que possible avec les États-Unis d'Amérique pour favoriser leur retour au sein de l'Organisation.

Conclusion

Comme César pour Rome, Federico Mayor eut des ambitions sans limites pour l'UNESCO. Quelque fois ces ambitions lui furent reprochées, mais jamais de l'intérieur. C'est pourquoi il ne reçut aucun coup traître de ces filles et de ses fils au cours de ses deux mandats de six ans et même bien après.

HOMMAGES

Federico Mayor Zaragoza

Un témoignage familial

On behalf of our mother and the whole family, we are very grateful for the initiative of the magazine LINK and the AFUS (Association of Former UNESCO Staff Members) to publish these testimonies of remembrance and tribute to our father.

We have witnessed our father's commitment to the principles and ideals of UNESCO for many years. During his time as Deputy Director General from 1978 to 1981, and as Director General from 1987 to 1999, he passionately told us what he learned from his travels in many countries around the world, about the richness of gaining an understanding about different cultures and points of view, about the urgent need to promote new initiatives to strengthen education for all, science at the service of society, human rights - especially those of women and children - the dignity of every human being, sustainable development..... All this within the framework of the concept of a culture of peace, which our father worked so hard to develop and which is embodied in the Declaration and Programme of Action on a Culture of Peace (adopted by the United Nations General Assembly in 1999), as an essential instrument for fulfilling UNESCO's founding mandate: "c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix".

At the end of his second term at UNESCO, our father founded the Fundación Cultura de Paz in Spain to continue pursuing these ideals, which he did until the last moment of his life.

Our father always conveyed to us his gratitude and

deep appreciation for the work of the UNESCO staff, both at Headquarters and around the world, for the work of the UNESCO Chairs, for the commitment of the members of UNESCO Clubs and Associations around the world. He truly had UNESCO in his heart.

He remembered with great affection, and so did we because we were direct witnesses, the event organised by the AFUS in Paris in February 2014, on the occasion of his 80th birthday. During the event, an international symposium on "UNESCO today" was held, with very distinguished participants, on the themes he was passionate about: the culture of peace; education, science, culture and communication in the service of development. There was also a very moving small exhibition of photographs and memories entitled "Federico Mayor: l'homme qui marche".

Indeed, our father was a man who was always on the move, who felt obliged to act to promote the ideas in which he believed. But he did so after deep reflection, trying to listen to others with an open mind.

On a more personal level, we would also like to highlight the essential and fundamental role that our mother played in his career, as an inspirer, as an advisor and as a pillar of the family.

In this family environment, when his commitments allowed it, our father was always a close and affectionate person, with a great sense of humour, who enjoyed life, literature and poetry (he wrote poems from his youth and never stopped until the end), the family holiday home near the sea, seeing his 7 grandchildren and 6 great-grandchildren grow up. In recent years, and especially in these times of great uncertainty and unease, concern for the future of the world in



Réunion de famille 2024

which they will live has been his great priority and concern.

In a recent issue of LINK, Ana Dumitrescu published an excellent review of the book "Inventing the Future", in which our father addresses the great challenges facing humanity and proposes, from a perspective that is both urgent and hopeful, possible lines of action in the areas of democratic multilateralism, reform of the United Nations system, human rights, education, sustainability, prevention of irreversible damage to the planet, the possibility of solidarity and the word, and the culture of peace. As Ana Dumitrescu recalled, in the last chapter of the book, our father called for the necessary participation of each one of us, in our sphere of influence, in this unrenounceable task: "Cher lecteur, je suis

conscient qu'en raison de mon âge, il ne me reste que peu de temps pour poursuivre ma route. Tant que je vivrai, je continuerai à proclamer la force de la raison sur la raison de la force. Je continuerai à proclamer — en tant que scientifique qui n'a cessé de tenir compte des générations à venir du monde entière — qu'il est éthiquement impératif d'agir sans plus tarder pour corriger les tendances actuelles avant qu'il ne soit trop tard".

Institutions such as UNESCO remain indispensable in shedding light on this common task, so that together, as our father wished, we can build a viable future for the generations to come.

Federico Mayor Menéndez
Angeles Mayor Menéndez
Pablo Mayor Menéndez

Daniel Hamrol Bedogni, ancien fonctionnaire de l'UNESCO, témoigne Propos recueillis par la rédaction de LIEN / LINK

Dans quelles circonstances avez-vous appris à connaître Federico Mayor Zaragoza ?

C'est le privilège d'accéder à une certaine légitimité en ayant été d'abord détaché à sa demande par le Premier ministre de la France et des Affaires Étrangères en 1992. Nos échanges passionnés sur de nombreux sujets géopolitiques ont été constants après son départ en 1999 jusqu'au 75ème anniversaire de l'ONU à Madrid, où Federico Mayor Z. m'invite à prendre la parole à ses côtés sur le thème de la Société civile et son rôle stratégique pour l'UNESCO.

Quel sentiment éprouvez-vous après son décès le 19 décembre 2024 ?

Tristesse mêlée à de l'espérance. À la lecture de la grande majorité des messages émouvants consacrés à sa mémoire, il serait bien indélicat de ne se référer qu'à l'étendard de la Culture de la Paix dont il est en effet l'artisan visionnaire. Peut-être aussi le sentiment d'avoir eu à constater une forme d'amnésie de ses deux successeurs qui ont manqué d'inspiration pour saluer avec la reconnaissance qui convient, la substance de leur héritage. Il faut extirper les raccourcis. Cela me fait penser à la parabole des talents dans les Écritures : qu'as-tu fait des biens que je t'ai confiés ?

En quelques mots, quels sont les traces de l'héritage laissé au cours de ses deux mandats électifs ?

Le palmarès de Federico Mayor est aussi diversifié

que conséquent et donc impossible à résumer en quelques mots. D'abord, le caractère réducteur l'identifiant à la seule Culture de la paix, ne doit surtout pas faire abstraction des désordres internes de l'Organisation dont Federico Mayor Z. hérite en 1987. Il est le scientifique maître d'oeuvre d'une architecture rationnelle de son administration. Les canaux d'échanges qu'il établit avec les délégués permanents ont transfiguré l'inertie en une dynamique politique le temps de ses deux mandats ; à son départ, son contraire à pris le relais. À cela, il convoque les communautés scientifiques et intellectuelles du monde entier pour en faire un vivier de la connaissance holistique comme le fit Julian Huxley quarante-et-un ans avant. L'image et la notoriété de l'UNESCO ont une visibilité ascensionnelle dans les médias du monde entier. Plus de trente Déclarations à portée mondiale. Difficile de faire mieux à bilans comparés même si comparaison n'est pas raison. Ici, oui.

Pourquoi le comparez-vous à Julian Huxley ?

C'est un fait historique et prémonitoire. Federico Mayor Z. et Julian HUXLEY qui fût son premier prédécesseur à la D.G. de l'UNESCO de 1946 à 1948, présentent des similitudes uniques dans toute d'existence de l'UNESCO. Tous deux sont des scientifiques brillants, écrivains, esprits libres, charismatiques, orateurs talentueux, plutôt real politique que diplomate. L'un rédige en 48 heures le mode d'emploi du Mandat de l'UNESCO en 1946 et le second, Federico Mayor capitalise cette vision prospective de la connaissance scientifique et son mode opératoire dans les programmes. Il fait de l'UNESCO la Maison des peuples et non un donjon asceptisé. Julian Huxley recrutait une société civile militante de l'UNESCO et Federico Mayor accélère le développement des Centres et Clubs pour l'UNESCO dans toutes les strates de la société. C'est la justesse du rationalisme scientifique et

du visionnaire.

Qu'avez-vous pensé en 1999 lorsque Federico Mayor quitte le siège de son bureau au 7ème étage ?

A son départ, nous savions que la succession du prétendant à la fonction de DG en 1999 nécessiterait à l'évidence que celui-ci soit doté d'une carrure aussi large que son prédécesseur et d'un esprit éclairé tout aussi percutant en vue de poursuivre la trajectoire d'une Organisation intellectuelle de premier plan. C'est toujours a posteriori que les qualités exceptionnelles d'un homme forcent l'admiration envers et contre tout. A chaque élu, ses succès et ses échecs, l'histoire s'en occupe généralement.

Seriez-vous amené à dire qu'un esprit scientifique tels que Julian Huxley et Federico Mayor face aux diplomates exerçant les mêmes fonctions ont un avantage comparatif de l'un sur l'autre ?

La question ne se pose pas uniquement sous cet angle s'agissant de la complexité d'une charge de DG de l'UNESCO. Les désordres accélérés et cumulatifs du monde vers une décadence hors contrôle mettent en joue le multilatéralisme, l'ONU et ses Agences spécialisées. Le calibre d'un(e) capitaine de navire à l'UNESCO doit obligatoirement conjuguer des qualités hors normes au milieu de la tourmente géopolitique. Ce sont les États qui décident du casting et devront l'assumer à leurs dépens. Federico Mayor ne s'est jamais drapé dans la diplomatie de la convenance et moins encore dans la soumission aux injonctions politiques et diplomatiques. C'est la raison pour laquelle la communauté scientifique et les intellectuels de tous horizons ont fait du nom de F. Mayor Zaragoza une marque de fabrique onusienne prestigieuse qui densifie sans cesse l'épaisseur et la portée mondiale de ses convictions. L'histoire a déjà parlé.

Un dernier mot sur l'homme ?

Federico Mayor Z. aime les gens authentiques capables de partager des convictions. Le sens de l'honneur et l'empathie sont des vertus qu'il

incarne. Il est doté d'une intuition redoutable qui fait barrage aux approximations. Un homme constant qui s'autorise à rédiger pour le 75ème anniversaire de l'ONU, le Manifesto, appel mondial aux peuples et à la jeunesse à provoquer un réveil historique pour s'opposer à la « ploutocratie » des gouvernants. Que dire de mieux ?



Hors-série "Le Courier de l'UNESCO"

NOS COLLÈGUES DÉCÉDÉS

2025

Le Comité exécutif de l'AAFU présente ses sincères condoléances à toutes les familles et aux amis des collègues qui nous ont quittés.

Luong CONG VU
Abdul GHAFFOR GHANAWI
Maté KOVACS
Pierre LASSERRE
Denise LIPINSKI
Luis A. MARTINEZ CABALLERO

10-02-2025
24-01-2025
23-01-2025
03-02-2025
17-03-2025
14-04-2025

Yolaine NOGUIER,
ancienne présidente de l'AAFU
Jacqueline PETIT
Nicole SCHURTZ
Viorica SIMIONESCU

14-02-2025
07-01-2025
20-04-2025
23-01-2025

NUMÉROS & CONTACTS UTILES

AAFU / AFUS

Secrétariat : Aimée Ravonison

(Du lundi au jeudi de 14h à 18h)

Téléphone +33 (0)1 45 68 46 55

Courriel d.afus@afus.unesco.org

Site Internet www.afus-unesco.org

Président : Patrick Gallaud

Trésorière : Terry Roberts

Courriel afus.tresorerie@afus.unesco.org

Pensions/Fiscalité

Courriel d.afus@afus.unesco.org

CAM, mutuelles, solidarité : Odile Blondy (jeudi)

Courriel d.afus@afus.unesco.org

Affaires sociales

Prendre contact avec le secrétariat

Activités culturelles : Pilar Morel Vasquez

et Geneviève Fougère

Courriel afus.loisirs@afus.unesco.org

Lien / Link

Rédacteur en chef : Patrick Gallaud

Courriel d.afus@afus.unesco.org

CAISSES DES PENSIONS DES NATIONS UNIES

Caisse commune des pensions du personnel

des Nations Unies / United Nations Joint

Staff Pension Fund (CCPPNU/UNJSPF)

Siège de New York

c/o United Nations PO Box 5036, NY, NY USA

10163-5036 (7h-19h, heure de New York)

Téléphone + 1 (212) 963 693

Courriel unspf@un.org

Site Internet www.unjspf.org

Bureau de Genève Palais des Nations,

CH-1211 Genève 10 (8h-17h, heure de Genève)

Téléphone + 41 (0) 22 928 8800

Courriel unspf.ge@un.org

Site Internet www.unjspf.org

Numéro gratuit

0805981170

CAISSE D'ASSURANCE MALADIE (MSH)

Une permanence MSH se tient tous les jeudis de 14h à 16h30 sur rendez-vous.

(unescoeuropa@msh-intl.com)

Point focal et remboursements médicaux CAM

Courriel unescoeuropa@msh-intl.com

Accès direct Espace assuré www.msh-services.com

MUTUELLES

(remboursements médicaux complémentaires)

HENNER

Unité de gestion (UG) n° 11

14, boulevard du Général Leclerc, CS 20058

92200 Neuilly-sur-Seine Cedex

Téléphone

Courriel

Site Web

MALAKOFF HUMANIS : Mme Bourgel

(HUMANIS, SWISS LIFE SANTÉ et autres)

Téléphone

Courriel

Sur rendez-vous

PERMANENCES NOTARIALES

2^e et 4^e jeudi de chaque mois, de 14 à 17h

Sur rendez-vous +33 (0)1 45 68 08 51

SEPU / ULS

Bureau G.054 Fontenoy

Unité de l'épargne / Savings Unit

Téléphone +33 (0)1 45 68 23 00

Courriel sepu@unesco.org

VIENT DE PARAÎTRE :

Le premier Numéro Hors Série de la revue LIEN / LINK

La revue LIEN lance son premier numéro Hors-Série, avec une sélection des actes des rencontres du Club Mémoire & Avenir entre 2015 et 2024.

L'UNESCO et le changement climatique, pour et avec les jeunes, sur le terrain, sur les Routes de la Soie, dans le combat pour la liberté d'expression, la défense du multilatéralisme, la prévention de l'extrémisme, la sauvegarde du patrimoine dans les zones en conflit. L'UNESCO engagée pour le retour des humanités, la protection des migrants, dans une approche éthique de l'intelligence artificielle, ainsi que dans une démarche inclusive pour la sauvegarde de la biosphère et la protection du patrimoine. Ce sont quelques-uns des 38 chapitres de ce recueil qui témoigne des multiples facettes de l'action de l'Organisation, telle que l'ont vécue ses anciens fonctionnaires et la poursuivent ceux qui leur ont succédé aux commandes de ses grands programmes.

Activité phare de l'AAFU, le Club Mémoire & Avenir, lancé dans les années 2000, est le lointain héritier du Groupe Miollis créé au milieu des années 1990 par des membres éminents qui souhaitaient continuer à servir les idéaux de l'Organisation dont ils restaient proches. Il se voulait une « invitation au dialogue » et entendait concilier « conscience du passé, analyse du présent et perspectives d'avenir ».

S'inscrivant dans cette continuité, le Club Mémoire et Avenir s'est donné pour objectif de contribuer à la mémoire institutionnelle de l'UNESCO en proposant un nouvel espace d'échanges sur des enjeux majeurs auxquels l'Organisation était confrontée à l'aube du XXI^e siècle. Il a progressivement pris la forme d'un groupe de réflexion ouvert, réunissant collègues à la retraite, fonctionnaires en activité, représentants d'ONG, membres des délégations permanentes, jeunes cadres, stagiaires et surnuméraires, ainsi que d'occasionnelles personnalités extérieures, dans un cadre de discussions informel permettant à la fois de transmettre la mémoire de l'Organisation et de susciter une réflexion prospective sur l'avenir de ses programmes.

Pendant près d'une décennie, ces débats ont nourri les rubriques de la revue et le site web de l'AAFU. Restitués dans leur spontanéité, déroulant un riche éventail de compétences, ils reflètent la diversité des programmes de l'Organisation



et rendent hommage au dévouement de ses fonctionnaires, ainsi qu'à la permanence de leur engagement dans sa mission.

Nous les avons réunis pour les lecteurs de LIEN dans ce premier numéro Hors Série, paru dans une version numérique qui est publiée en ligne sur le site de l'Association et, pour ceux qui préfèrent le contact du papier, dans une publication agrémentée d'illustrations qui reflètent, elles aussi, la richesse et la diversité du message de l'Organisation.

Accédez au hors série grâce au QR Code ci-dessous



provisional
agreement of
Ethiopia
1956



Rendez-vous sur www.afus-unesco.org pour des
versions plus complètes des articles, des vidéos,
et beaucoup d'autres ressources